

Le jour d'après

**Penser
le 8 juillet 2024**



**Destin
Commun**
More in Common France

juillet 2024

À propos de Destin Commun

Destin Commun est un *think tank* expert des phénomènes de polarisation et de fragmentation qui fragilisent la démocratie et la cohésion sociale. A travers une méthodologie inédite fondée sur la psychologie sociale, il analyse les mécanismes de division et identifie des lignes de force susceptibles de rassembler les Français, en partenariat avec divers acteurs de la société civile et institutions. Destin Commun est la branche française du réseau **More in Common**, créé en 2017 et présent également en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Pologne, aux Etats-Unis, au Brésil et en Espagne. Destin Commun est une association de loi 1901, aconfessionnelle et non partisane.

Nous adressons nos remerciements à Raphael LLorca, *Senior Fellow* de Destin Commun.

www.destincommun.fr
www.moreincommon.com

Sommaire

04 Avant-propos

Laurent Berger

ancien Secrétaire général de la CFDT et directeur de l'Institut mutualiste pour l'environnement et la solidarité

Mathieu Lefevre

co-fondateur de More in Common.

06 En Hongrie, la révolution illibérale d'Orbán

Zsuzsanna Szelényi

ancienne députée hongroise et auteur de « *Tainted Democracy, Viktor Orbán and the Subversion of Hungary* » (Hurst Publishers, 2022, non traduit)

14 En Italie, la guerre d'usure du gouvernement Meloni

Antonio Scurati

écrivain

16 Qui est donc Giorgia Meloni ?

Federico Fubini

écrivain et journaliste au Corriere della Sera

21 En Pologne, le prix élevé de la lutte contre le populisme

Michał Szuldrzyński

rédacteur en chef adjoint du quotidien *Rzeczpospolita*

30 Le jour d'après Trump

Stanley McChrystal

ancien général de l'armée américaine, ancien commandant des forces de l'OTAN en Afghanistan et ancien commandant des forces anti-terroristes américaines (JSOC)

Jason Mangone

directeur exécutif de More in Common USA

37 La leçon brésilienne

Pablo Ortellado

Professeur à l'Université de São Paulo et chroniqueur au Jornal O Globo

43 Retisser les liens après la déchirure du Brexit

Sir David Lidington

ancien Président de la Chambre des Communes et ancien Ministre de la Justice et Ministre pour l'Europe du Royaume Uni

Luke Tryl

directeur exécutif de More in Common UK

49 Épilogue : Sept enseignements pour penser le 8 juillet 2024

Laurence de Nervaux

directrice générale de Destin Commun

Tristan Guerra

responsable de la recherche de Destin Commun, doctorant en science politique.

Avant-propos

Laurent Berger

ancien Secrétaire général de la CFDT et directeur de l'Institut mutualiste pour l'environnement et la solidarité

Mathieu Lefevre

co-fondateur de More in Common

Dans l'état de sidération dans lequel nous sommes collectivement plongés, nous manquons cruellement de repères pour comprendre le moment présent et aborder l'avenir. Tout se passe comme si le choc de la dissolution avait créé un brouillard qui nous empêchait d'y voir clair, annihilant nos capacités d'analyse et de projection. Nous pensions avoir trois ans pour nous organiser, trouver une issue au pays, nous n'avons finalement eu que trois semaines. La séquence politique actuelle nous laisse avec cette question vertigineuse du « jour d'après » : de quoi sera fait le 8 juillet 2024, lendemain du second tour des élections législatives en France ?

Bien sûr, rien n'est joué, et il faut mettre toutes les forces du pays dans la bataille pour éviter l'arrivée de l'extrême-droite au pouvoir. Ce serait assurément une bifurcation historique et un naufrage, pour tous les Français et les Françaises, et en particulier pour les plus démunis, mais aussi pour nos emplois, pour nos entreprises, pour l'Europe et pour la démocratie. Le pire n'est jamais sûr, et il est encore temps de déjouer les pronostics, et nous faisons notre part dans ce combat.

En parallèle, et parce que dans la lutte contre l'extrême-droite comme dans celle contre le réchauffement climatique, les politiques d'adaptation ne s'opposent jamais aux politiques d'atténuation, nous avons voulu dès à présent préparer le pire. Il nous paraît essentiel de bien comprendre ce que pourrait représenter une victoire du Rassemblement national afin, d'une part, de voter en pleine conscience, et d'autre part de mieux préparer ce qui serait sûrement parmi les heures les plus sombres de l'histoire récente de ce pays. Loin du défaitisme ou de la prophétie auto-réalisatrice, il nous semble que c'est faire preuve d'une forme de maturité démocratique que de regarder en face la question du « jour d'après ».

Pour ce faire, nous nous sommes tournés vers ces pays qui ont récemment fait l'expérience de leur propre moment de basculement. Nous avons fait appel à des femmes et à des hommes qui ont été des acteurs ou des observateurs de premier plan au moment de l'arrivée au pouvoir de gouvernements issus de la droite autoritaire et populiste en Hongrie, en Pologne, en Italie, aux Etats-Unis et au Brésil. Nous nous sommes également penchés sur les leçons du Royaume-Uni au lendemain du vote du Brexit, en 2016.

Vous lirez dans ces pages l'analyse et les conseils d'anciens responsables politiques, d'un général américain à la retraite, d'un écrivain, de chercheurs et de journalistes. Ces personnalités viennent d'horizons et de familles politiques différents. Ils ont répondu immédiatement à notre appel, signe que la préoccupation pour la France est grande chez nos amis et voisins, en Europe et au-delà. Ils nous racontent ici leur « jour d'après » et nous prodiguent de précieux conseils pour mieux penser le 8 juillet 2024.

Leur enseignement, c'est que lorsqu'une nation saute dans l'abîme, celles et ceux qui ont une voix dans l'espace public portent une lourde responsabilité. Quel que soit le résultat des élections, ce que nous nous dirons les uns et les autres - citoyens, responsables politiques, médias, société civile, syndicalistes, dirigeants économiques, figures culturelles, sportives et intellectuelles – conditionnera en grande partie le devenir de la société française. Au-delà des mots, ce que nous ferons individuellement et collectivement dans les mois qui suivront les résultats pèsera lourd.

Notre souhait le plus cher, c'est que le 8 juillet ne soit pas notre « jour d'après », et que ce rapport reste dans un tiroir. Nous sommes toutefois convaincus que l'expérience des autres pays peut nous être très utile, ne serait-ce que pour nous remémorer collectivement les raisons pour lesquelles nous sommes viscéralement attachés à la démocratie et devons la défendre au quotidien.

Notre souhait le plus cher, c'est que
le 8 juillet ne soit pas notre « jour d'après »,
et que ce rapport reste dans un tiroir.

En Hongrie, la révolution illibérale d'Orbán

Zsuzsanna Szelényi

ancienne députée hongroise, est une spécialiste de politique internationale. Auteur de « *Tainted Democracy, Viktor Orbán and the Subversion of Hungary* » (Hurst Publishers, 2022, non traduit), elle est aujourd'hui directrice du Central European University Democracy Institute Leadership Academy basé à Budapest.

Le soir des élections générales de 2010 en Hongrie, j'ai invité quelques amis à une soirée électorale. Nous étions des membres fondateurs et des amis du premier mouvement Fidesz¹, et nous avons tous vécu le changement de régime de 1989. Dans les années 1990, quelques-uns d'entre nous s'étaient activement lancés dans la politique, mais à la fin des années 1990, tous les membres de ce groupe avaient cessé d'être en première ligne. Au moment de notre rencontre, en 2010, nous formions un groupe de gens qui avaient réussi et qui, ensemble, s'étaient lancés dans leur carrière professionnelle dans les années 1990, sans nous fixer aucune limite.

¹ Fondé en 1988, il s'agissait à l'origine d'un parti politique hongrois de centre-gauche, avant de devenir national-conservateur et populiste en portant Viktor Orbán au pouvoir en 2010.

Ce soir de 2010, les résultats ont commencé à tomber vers 22 heures. Une avance considérable s'est immédiatement dessinée et il est devenu évident que le Fidesz, le parti dirigé par Viktor Orbán, formerait le nouveau gouvernement du pays. En raison du système électoral hongrois très disproportionné, une victoire de 52 % sur les listes des partis signifiait que le Fidesz avait remporté les deux tiers des sièges au Parlement, ce qui lui donnait les pleins pouvoirs pour rédiger une constitution. Nous connaissions tous bien Viktor Orbán et, à la vue des résultats, nous avons réfléchi à ce qu'il allait faire de ce nouveau pouvoir. Les plus optimistes pensaient que, malgré son audace, Viktor Orbán chercherait réellement à résoudre les problèmes de notre pays. Peut-être allait-il désormais entreprendre les réformes que les dirigeants des décennies précédentes n'avaient pas réussi à mener à bien : développer la compétitivité de l'économie, consolider le système de retraite et sauvegarder notre système de santé. Selon toute vraisemblance, il chercherait à construire un pays prospère. Cependant, nous étions nombreux à être sceptiques. Orbán était intelligent, mais il était aussi ambitieux et assoiffé de pouvoir. Après tout, c'est cette caractéristique qui, au fil du temps, nous avait éloignés de son parti.

Les tonalités victorieuses d'Orbán ont été entendues sur le plateau de télévision. Il s'exprimait de sa voix familière, légèrement stridente, avec une intonation cléricale : « *Aujourd'hui, une révolution s'est produite dans les urnes. [...] Les Hongrois ont rendu leur verdict sur une époque. En ce jour, en Hongrie, une leçon historique a été accomplie, la leçon du changement de régime, qui est la suivante : on ne peut pas changer de régime. Un régime ne peut être que renversé et un nouveau régime fondé à sa place* ».

Le mot révolution, même lorsqu'il est utilisé de manière symbolique, est étranger à l'essence de la démocratie parlementaire. À l'époque, il était difficile d'imaginer qu'Orbán serait capable de changer les bases du statu quo existant. Dans les années 2000, bien que la politique hongroise ait traversé une grave crise, le pays était également membre de l'Union européenne et profondément intégré dans le système des marchés mondiaux. Mais ce discours de victoire a clairement montré qu'Orbán se préparait à une transformation radicale, qu'il était prêt à s'engager dans une purge et que les conflits politiques ne s'apaiseraient pas simplement parce que la campagne était terminée. Le soir de l'élection, il était impossible d'imaginer exactement comment les choses allaient se dérouler.

Votes, idéologie, argent

Le parti d'Orbán, le Fidesz, a connu plusieurs changements importants au cours des décennies. Un moment précis qui l'a mis sur la voie de la radicalisation furent les élections de 2002, lorsque son parti a perdu les élections alors qu'il espérait les gagner. Orbán a expliqué sa défaite par la domination des médias libéraux et la persistance de ce qu'il appelait les « structures figées » postcommunistes. Il est arrivé à la conclusion que le statu quo politique était injuste, que le véritable changement de régime ne pouvait se faire que par des moyens plus radicaux et que les conservateurs devaient prendre des mesures dont ils s'étaient jusqu'ici tenus à distance. Les anciennes élites conservatrices ont soutenu l'adoption d'une forme de politique très clivante. Après sa nouvelle défaite en 2006, Orbán a lancé une attaque politique agressive contre ses rivaux. Il a polarisé le discours public, dépeignant la coalition gouvernementale gauche-libérale comme « l'ennemie de la nation » et s'est efforcé de mobiliser constamment les mouvements de rues. La guerre froide politique qui a duré plusieurs années a culminé avec la crise économique de 2008, qui a ouvert la voie à la victoire électorale écrasante d'Orbán en 2010.

Peu avant ces élections qui ont changé sa vie, Orbán a prononcé un discours devant l'élite de son parti, en déclarant qu'« il suffisait de gagner une seule fois, mais de manière décisive, c'était la voie à suivre ». Il leur a expliqué qu'un système de pouvoir politique dispose de trois ressources qu'il fallait entretenir pour conquérir et conserver le pouvoir : les votes, l'idéologie et l'argent. C'est à cela que les Français doivent se préparer en élisant au pouvoir une formation politique radicale et révolutionnaire.

Peu avant ces élections qui ont changé sa vie, Orbán a prononcé un discours devant l'élite de son parti, en déclarant qu'« il suffisait de gagner une seule fois, mais de manière décisive, c'était la voie à suivre ».

Avec une majorité difficilement imaginable dans un pays occidental, le Fidesz a dominé l'Assemblée nationale hongroise et a commencé à changer le système avec énergie. Pour reprendre la métaphore sportive utilisée par Viktor Orbán, le gouvernement a dominé l'État et a mis hors d'état de nuire ses rivaux politiques par une attaque tous azimuts.

La loi électorale a ainsi été bouleversée par une modification massive des circonscriptions électorales et par l'octroi au parti vainqueur de mandats supplémentaires. Ces changements ont abouti à un système complètement faussé. Depuis 2010, le parti d'Orbán a modifié les règles électorales plus de vingt-cinq fois, toujours dans le but de confondre et de paralyser son opposition afin de créer des stratégies de coopération fructueuses.

La super-majorité parlementaire a permis à Orbán de placer ses amis fidèles dans chaque institution de l'État.

La super-majorité parlementaire a permis à Orbán de placer ses amis fidèles dans chaque institution de l'État. Les amis personnels d'Orbán ont été parachutés pour des mandats de 9 à 12 ans à la Cour constitutionnelle, à l'Autorité nationale des médias, à l'Autorité de la concurrence, à la Cour des comptes et au Bureau du procureur. Cette prise de contrôle a permis de s'assurer qu'aucun comportement répréhensible du gouvernement n'aurait à répondre de ses actes, ce qui n'est pas surprenant puisque ce sont toujours les premières mesures que prennent les autocrates lorsqu'ils s'emparent du pouvoir. En l'espace de quelques années, le système d'équilibre des pouvoirs qui devait protéger l'intégrité du système démocratique a disparu. Par des choix réfléchis, le parti au pouvoir s'est emparé des institutions étatiques autrefois indépendantes, et qui sont progressivement devenues les piliers du régime à parti unique.

Sans aucune consultation avec le parti au pouvoir, Orbán a modifié seul la Constitution en 2011. La rédaction hâtive de la nouvelle loi fondamentale a nécessité sa modification avant même que l'encre n'ait séché sur le papier. Depuis lors, le parti au pouvoir a modifié treize fois sa propre constitution. La Hongrie a atteint un niveau de concentration du pouvoir que l'Europe n'avait pas connu depuis des décennies.

Depuis que le Fidesz est passé à droite à la fin des années 1990, le parti a été suffisamment flexible pour adapter son profil idéologique à ses objectifs politiques. On peut remarquer la même gymnastique idéologique de la part de Marine Le Pen. Le parti Fidesz, à l'origine centriste et libéral, a réussi à se faire passer pour un parti de droite. Puis, après la défaite électorale de 2002, Orbán a commencé à

Depuis que le Fidesz est passé à droite à la fin des années 1990, le parti a été suffisamment flexible pour adapter son profil idéologique à ses objectifs politiques. On peut remarquer la même gymnastique idéologique de la part de Marine Le Pen.

utiliser des récits populistes-nationalistes, polarisant la société en fonction des intérêts d'un parti assoiffé de vengeance. En 2010, Orbán a lancé une expérience historique : la construction d'un régime illibéral au sein de l'Union européenne, remettant ouvertement en question le statu quo démocratique libéral.

Après 2010, M. Orbán a voulu renforcer le contrôle des médias pour diffuser les messages politiques du parti au pouvoir, en ciblant soigneusement des groupes de population bien précis. Son gouvernement a rapidement dominé les médias publics financés par l'État, en nommant des rédacteurs en chef fidèles au parti. Les prêts généreux accordés par les banques d'État ont aidé les amis du parti à acquérir d'importants médias privés, tels que des journaux régionaux, des radios d'information, les plus grands portails en ligne et des chaînes de télévision privées. L'important Bureau national de la communication, créé au sein du cabinet du Premier ministre et dirigé par un ministre, a été chargé de guider ces médias privés et les médias publics par le biais de réunions d'information informelles hebdomadaires. Cette concentration de médias loyaux a permis au parti au pouvoir de mener des campagnes politiques très efficaces et d'influencer l'opinion publique par une bataille de communication sans fin, que le reste des médias ne pouvaient pas contrebalancer. Les rivaux politiques d'Orbán ont été efficacement discrédités par des campagnes de diffamation et diverses théories du complot. Les opérations pro-Fidesz ont montré aux citoyens qu'il n'y avait pas d'autres forces politiques pertinentes en Hongrie que le parti au pouvoir.

Les prêts généreux accordés par les banques d'État ont aidé les amis du parti à acquérir d'importants médias privés, tels que des journaux régionaux, des radios d'information, les plus grands portails en ligne et des chaînes de télévision privées.

L'incroyable efficacité de cette machine de propagande a été démontrée lors de chaque campagne électorale. Le Fidesz a appris des *spin doctors* américains la façon de construire une campagne sur les peurs existentielles des gens et comment lier ces peurs aux opposants libéraux. Les « libéraux mondialistes », les « migrants musulmans », les politiciens « pro-guerre » se sont avérés être de parfaits ennemis.

Le pouvoir politique d'Orbán à l'Assemblée nationale a suffi à réécrire la constitution et à installer ses proches dans des institutions clés. Toutefois, l'achat de médias privés n'aurait pas été possible sans de vastes ressources financières. La Hongrie manque de capitaux ; son élite commerciale est peu nombreuse et pèse peu dans le contexte européen. Au cours de la dernière décennie, M. Orbán a constitué une nouvelle élite d'affaires composée de ses proches, en utilisant les projets d'infrastructure de l'État comme principale source de financement. En manipulant les appels d'offres publics, le gouvernement a pu astucieusement rediriger des dizaines de milliards de fonds de développement européens vers un petit groupe d'entreprises sélectionnées, ce que l'UE n'a pas été en mesure d'empêcher.

Enrichie par les réglementations de l'État et par des techniques sophistiquées de recherche de rente, une coterie d'hommes d'affaires s'est développée, partant de presque rien. L'un d'entre eux, Lőrinc Mészáros, ami d'enfance d'Orbán, chauffagiste et maire d'un village, a accumulé une gigantesque fortune en l'espace de

La prise de contrôle d'une part importante des industries stratégiques a permis à Orbán d'aider des alliés potentiels en Europe, tels que Marine Le Pen, qui a reçu un prêt de 10,7 millions d'euros pour sa campagne présidentielle de la banque hongroise MKB

quelques années. Il a multiplié ses revenus par près de mille en dix ans, ce qui lui a permis de figurer dans le classement des milliardaires de Forbes en 2019. Il possède des terrains, une entreprise de construction de routes, une banque, une centrale électrique, une entreprise de fourniture de services énergétiques, des châteaux, des chaînes hôtelières, une équipe de football et la principale entreprise de médias du pays. Lorsqu'on lui a demandé comment il avait pu atteindre un succès aussi remarquable, plus rapidement encore que Mark Zuckerberg, le fondateur de Meta, il a répondu avec suffisance qu'il était peut-être plus intelligent que lui. La prise de contrôle d'une part importante des industries stratégiques a permis à Orbán d'aider des alliés potentiels en Europe, tels que Marine Le Pen, qui a reçu un prêt de 10,7 millions d'euros pour sa campagne présidentielle de la banque hongroise MKB, dont les principaux actionnaires sont des hommes d'affaires proches du Premier ministre nationaliste Viktor Orban.

L'élite économique hongroise néophyte alimente les médias fidèles au Fidesz grâce à la publicité. Qui plus est, les amis du Fidesz et les membres de l'élite culturelle du parti sont nommés aux conseils d'administration des institutions culturelles et universitaires financées par l'État afin de représenter les attentes idéologiques du parti au pouvoir en matière de produits culturels et d'influencer la production universitaire.

Qui plus est, les amis du Fidesz et les membres de l'élite culturelle du parti sont nommés aux conseils d'administration des institutions culturelles et universitaires financées par l'État

L'idéologie du Fidesz

Alors qu'Orbán propage une bataille culturelle chrétienne-conservatrice, il construit en fin de compte un État autocratique. En 2014, Orbán a annoncé que le régime qu'il construisait en Hongrie ne suivait pas les idées libérales d'organisation sociale. Il n'est pas fondé sur un ensemble d'individus, mais sur une communauté, qui est un « État illibéral ». Au cours de ses quatorze années de pouvoir spectaculaire, Orbán a perfectionné un système dont l'idéologie s'oppose à toutes les caractéristiques essentielles de la démocratie libérale, telles que la liberté d'expression, la neutralité de l'État, l'État de

droit, l'indépendance des contrôles judiciaires et la non-discrimination fondée sur l'appartenance ethnique, l'orientation sexuelle, le sexe ou la race. Aujourd'hui, une tendance mondiale robuste remet en question toutes ces normes. Partout en Europe, des leaders populistes et radicaux font appel aux valeurs morales traditionnelles, au renforcement de l'homogénéité et à la fierté nationale.

L'illibéralisme d'Orbán est une conséquence directe de sa défaite de 2002, lorsque lui et l'élite de son parti n'ont pas accepté intellectuellement le résultat des élections. Après la défaite, il a introduit un langage moralement stigmatisant, présentant ses rivaux politiques comme une menace existentielle, et s'est présenté comme le sauveur de la nation. En mobilisant même les groupes d'extrême droite, il a réussi à construire une tribu politique et, lorsqu'il est finalement revenu au pouvoir, il a mobilisé la loi et les ressources de l'État pour humilier la société civile et pour diaboliser, ridiculiser et, en fin de compte, paralyser son opposition. L'un des anciens ministres conservateurs d'Orbán a récemment admis qu'ils l'avaient suivi dans ce combat afin « d'éviter le retour du diable ».

Lorsqu'il est finalement revenu au pouvoir, il a mobilisé la loi et les ressources de l'État pour humilier la société civile et pour diaboliser, ridiculiser et, en fin de compte, paralyser son opposition.

De nombreux anciens partisans d'Orbán se sont détournés de lui au fil des ans. Sa politique de confrontation et d'incitation à la haine, sa sympathie pour la Russie et à la Chine et ses violations constantes des normes juridiques européennes lui ont aliéné de nombreux anciens partisans. Il n'en reste pas moins un bâtisseur d'alliances efficace au sein de l'extrême-droite européenne. Il organise sans relâche des conférences sur la démographie avec des autocrates traditionalistes, des conférences sur l'action politique des conservateurs américains à Budapest et des conférences des conservateurs nationaux à Bruxelles. Orbán déploie d'énormes efforts et utilise des milliards d'argent public hongrois pour rassembler les forces politiques révolutionnaires et subvertir la démocratie libérale partout en Europe. Orbán est devenu un héros idéalisé en grande partie parce qu'il dispose du pouvoir gouvernemental nécessaire pour mettre en pratique ses idéaux antilibéraux sans ouvertement recourir à la violence ouverte. D'autre part, la Hongrie est endettée et ses résultats économiques sont parmi les plus mauvais de l'UE. Le gouvernement d'Orbán a épuisé toutes les ressources et réserves de la Hongrie.

La politique, c'est vendre une vision de l'avenir

Il y a quelques semaines, lors des élections européennes, une nouvelle force politique a émergé en Hongrie, démontrant l'immense lassitude des Hongrois à l'égard du système omnipotent d'Orbán. Mais la Hongrie est-elle encore une démocratie ? Les Hongrois pourraient-ils changer pacifiquement de dirigeants, s'ils le souhaitent ? Une passation de pouvoir pacifique est-elle possible ? Pour Orbán, il n'y aura pas de moyen simple de revenir à l'opposition. Même si cela se produit, il n'est pas facile de faire renaître la démocratie en Hongrie. Le langage politique est radicalisé, la polarisation des élites est toxique, les tribus politiques sont

fermement constituées, la distribution des ressources de l'État est pervertie et les institutions démocratiques sont subverties. L'illibéralisme est dangereux.

La France est en proie à des troubles politiques et le Rassemblement national, revanchard et se sentant réprimé depuis des décennies, est prêt à prendre le contrôle du pays. Il ne fait aucun doute que la capture des institutions de l'État et des médias publics serait la première mesure à prendre s'ils arrivaient au pouvoir. Il s'agit de la stratégie illibérale testée dans de nombreux pays au cours de la dernière décennie. Les idéologies flexibles des populistes-autocrates du 21^e siècle leur permettent d'obtenir un soutien électoral important en période d'incertitude et de changement social brutal.

**Il n'est pas facile
de faire renaître
la démocratie
en Hongrie**

Si les populistes ou les partis nationalistes d'extrême droite prennent le pouvoir, il est important de rester calme et engagé. Les démocrates européens devraient définir le système dans lequel ils veulent vivre et empêcher l'illibéralisme. Les institutions de l'État et

Si les populistes ou les partis nationalistes d'extrême droite prennent le pouvoir, il est important de rester calme et engagé.

le pouvoir judiciaire doivent agir consciemment et conformément à leur mandat et à leur objectif. Ceci est plus facile à dire qu'à faire, surtout si les personnes nommées par les politiques aux postes les plus élevés introduisent des intérêts partisans douteux et tentent de freiner les institutions. Il est essentiel de maintenir l'éthique de la fonction publique classique. Les organisations civiques doivent surveiller de près les régimes populistes, même si elles sont attaquées et désignées comme « l'ennemi du peuple ». Elles doivent rester mentalement résistantes et poursuivre leur travail. Nous connaissons les règles du jeu des nouveaux autocrates, nous connaissons les domaines critiques où l'abus de pouvoir est le plus facile. Nous devons apprendre les uns des autres !

Les partis politiques doivent éviter la panique, dès le « jour d'après ». Les politiciens et les partis politiques qui réussissent sont réputés pour leur capacité à se relever après une défaite. Il est absolument essentiel de comprendre les raisons des changements politiques massifs afin de commencer à réfléchir aux réformes et à générer de nouvelles idées. La politique est en train de changer profondément en Europe et les partis démocratiques devraient réfléchir à la manière de reconstruire la démocratie et de ne pas s'accrocher au statu quo qui fonctionne souvent mal. Il n'existe pas de formule parfaite magique pour la re-démocratisation.

Une compréhension profonde des changements sociaux et de leur impact sur les différents groupes sociaux - y compris les facteurs psychologiques - doit être à la base de notre pensée politique. Il est beaucoup plus facile de construire des récits politiques sur la peur que sur le meilleur de soi-même. Une bonne coopération est nécessaire pour rassembler les ressources intellectuelles et les moyens politiques nécessaires à l'expérimentation, ce qui requiert un leadership visionnaire. Le sentiment national et l'appartenance sont des besoins humains essentiels, surtout en période de changements rapides et de difficultés : ne les laissons pas être détournés par des forces populistes.

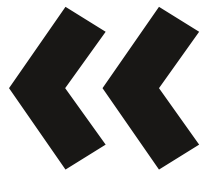
Les démocrates doivent s'allier et coopérer avec la société civile et les entreprises pour mobiliser les citoyens en faveur de la démocratie. La responsabilité politique des entreprises est une nouvelle attitude qui est étrangère aux acteurs du marché, mais qui est essentielle à la sauvegarde et au rétablissement d'un environnement politique et économique sain et stable. Les futurs dirigeants politiques ne réussiront que s'ils font preuve d'empathie, d'humilité et même de sacrifice, s'ils veulent gagner le soutien de la population.

La politique est une question d'idées, de vision et d'espoir pour l'avenir. Une nouvelle façon de réfléchir est nécessaire, pour penser à la fois les personnes, le pouvoir, la politique et le leadership. Rien de tout cela n'est évidemment chose aisée, mais tout est possible.

En Italie, la guerre d'usure du gouvernement Meloni

Antonio Scurati

est un romancier italien, auteur notamment d'une saga romanesque sur le fascisme et Benito Mussolini (« *M, l'enfant du siècle* ») pour lequel il a reçu, en 2019, le prix Strega. Il a été fait chevalier de l'ordre des Arts et des Lettres le 17 juin 2024.



C'est ainsi que le monde se termine », a averti le poète, « non pas dans un fracas, mais dans un gémissement ». C'est une tout autre apocalypse que T. S. Eliot avait à l'esprit, et pourtant sa prophétie reste valable, à mon avis, pour le monde de la démocratie libérale.

En Italie, en tout cas, c'est ainsi que les choses se passent et il est plausible de supposer qu'il en sera de même en France si la droite souverainiste triomphe aux prochaines élections.

Le processus de désintégration de la démocratie libérale qui se déroule dans mon pays depuis près de deux ans ressemble plus à une guerre d'usure qu'à un assaut frontal. Les piliers culturels et institutionnels de l'édifice démocratique sont soumis à une pression érosive qui n'est pas toujours visible mais qui est constante, méthodique, quotidienne.

Elle a commencé par une vaste offensive polémique contre la superstructure culturelle : agressions verbales constantes contre la dissidence intellectuelle qui s'oppose au pouvoir politique (attaques personnelles dénigrantes, censure, procès intimidants), contre les organes et les fonctions de contrôle (Cour des comptes, magistrature en général, médias), offensives idéologiques très agressives contre les valeurs fondatrices de la coexistence démocratique issues de luttes séculaires (pensons à l'hostilité envers le droit à l'interruption de grossesse ou envers les droits des personnes non hétérosexuelles). Tout cela se résume en Italie par le refus obstiné des post-fascistes de reconnaître l'antifascisme comme fondement de la démocratie et de l'institution, ce qui concourt à faire de l'Italie un pays où, si vous avez l'intention de critiquer le gouvernement ou d'exercer votre devoir d'examen critique de son travail, vous devez être prêt à en payer le prix.

Le processus de désintégration de la démocratie libérale qui se déroule dans mon pays depuis près de deux ans ressemble plus à une guerre d'usure qu'à un assaut frontal.

Tout cela se produit avec l'astuce tactique d'une politique sournoise : nourrir une image de modération à l'extérieur des frontières nationales tout en avançant comme un rouleau compresseur à l'intérieur.

Cette désintégration « environnementale » des libertés démocratiques est suivie d'une désintégration visant les structures institutionnelles mêmes de la démocratie italienne. En effet, un triptyque de réformes proposées par le gouvernement d'extrême droite vise à anéantir le pouvoir judiciaire (fortement souhaité par les héritiers de Silvio Berlusconi), à rompre le pacte de solidarité nationale entre le Nord et le Sud par l'introduction d'une soi-disant « autonomie différenciée » (fortement souhaitée par la Ligue de Matteo Salvini) et, surtout, à introduire un modèle pour la fonction de Premier ministre qui aurait pour effet d'éliminer la fonction de garantie et de contrôle du président de la République et de rabaisser le Parlement à un rôle marginal.

Tout cela se produit sans intention déclarée de supprimer la démocratie, mais en évoluant dans les règles du jeu démocratique tout en les prenant à revers, en les enfreignant quotidiennement, ce qui ne supprime pas la démocratie en tant que telle mais détériore considérablement la qualité de la vie démocratique. Tout cela se produit avec l'astuce tactique d'une politique sournoise : nourrir une image de modération à l'extérieur des frontières nationales tout en avançant comme un rouleau compresseur à l'intérieur de celles-ci. Le tout, enfin, sur la base d'une identification totale entre le dirigeant et le peuple. Quiconque ose critiquer, s'opposer ou être en désaccord avec le dirigeant est automatiquement stigmatisé comme ennemi du peuple. Avec tout ce que cela implique.

Face à tout cela, une question cruciale se pose : voulons-nous vraiment priver nos enfants de la démocratie libérale, l'héritage le plus précieux que nous ont laissé les luttes de nos pères et de nos mères ?

Qui est donc Giorgia Meloni ?

Federico Fubini

écrivain et journaliste au *Corriere Della Sera*

Le jour, le mois, voire l'année suivant l'arrivée au pouvoir de Giorgia Meloni, Premier ministre aux racines néofascistes, rien n'a changé en Italie. Pas de violation des procédures. Aucun acte de force. Aucune répression de la dissidence. L'Italie est restée la démocratie qu'elle a toujours été, chaotique, bruyante, querelleuse, mais fondamentalement accueillante et prévisible pour tous. Et puis, vers la fin de la campagne pour les dernières élections européennes, quelque chose de nouveau est apparu dans les grandes gares. À Milano Centrale, le visage de Giorgia Meloni était partout. Elle apparaissait sur les écrans en tête de chaque quai. Elle souriait à des dizaines de milliers de voyageurs, toujours sur la même photo corrigée par Photoshop, les dents bien couvertes pour ne pas exprimer d'agressivité. Dans la gare centrale de Rome aussi.

Vers la fin de la campagne pour les dernières élections européennes, quelque chose de nouveau est apparu dans les grandes gares.

Ferrovie dello Stato, l'entreprise publique propriétaire des grandes gares, avait mis à la disposition du chef du gouvernement ses espaces publicitaires les plus précieux juste avant le vote. Inutile de se demander combien ces espaces ont coûté à *Fratelli d'Italia*, le parti de Meloni : au fond, il n'y a que deux possibilités. La première est que le parti le plus populaire d'Italie reçoit aujourd'hui tellement de fonds de donateurs privés qu'il peut se permettre des investissements qu'aucune force politique italienne n'a jamais pu envisager. Même *Forza Italia*, à l'époque de Silvio Berlusconi, n'était pas aussi visible pour les personnes voyageant en train. L'autre possibilité est que *Ferrovie dello Stato*, dont le PDG espérait être reconduit dans ses fonctions par Meloni elle-même, ait offert à *Fratelli d'Italia* de fortes réductions sur le coût de l'espace publicitaire. Indirectement, ce seraient donc les contribuables italiens qui paieraient la facture de la campagne électorale de leur premier ministre.

Nous ne saurons jamais comment cela s'est passé, car ces chiffres ne sont pas publics. Mais le visage souriant de Meloni répliqué plusieurs centaines de fois dans les gares italiennes suscite un doute : son parti utilise-t-il les biens de l'État à des fins politiques partisans ? Si tel est le cas, ce serait l'exemple d'un dirigeant qui accepte officiellement les règles de la concurrence démocratique et qui, une fois au pouvoir, commence à pratiquer des formes implicites et subtiles d'illibéralisme. Il suffit d'attendre la suite du gouvernement de Giorgia Meloni pour voir si des épisodes similaires sont des exceptions ou des symptômes - pas tout à fait isolés - d'une tendance plus large.

L'ambivalence, chez Meloni, est si récurrente qu'elle en devient une méthode.

Car après tout, l'ambiguïté et une dose de duplicité accompagnent Giorgia Meloni depuis le début de son gouvernement. Tant à l'intérieur du pays que dans ses relations avec le reste de l'Union européenne et en matière de politique étrangère. En observant attentivement la première ministre, on se demande quelles sont ses convictions, quels sont ses objectifs et comment elle compte les poursuivre.

L'ambivalence, chez Meloni, est si récurrente qu'elle en devient une méthode. La première ministre n'a jamais vraiment abjuré Benito Mussolini et le fascisme ; en revanche, elle a condamné les lois contre les Juifs de 1938 et, récemment, l'assassinat de Giacomo Matteotti, député socialiste massacré en 1924 (mais, ce faisant, Meloni n'a pas admis que le commanditaire, comme il est largement établi, était Mussolini lui-même). Lorsqu'il est apparu, ces dernières semaines, que des membres de l'organisation de jeunesse Fratelli d'Italia se montrent modérés en public, mais louent le « Duce », ou scandent des slogans nazis lorsqu'ils pensent ne pas avoir de témoins autour d'eux, le débat est devenu surréaliste : les partis de gouvernement ont accusé le site d'information Fanpage d'avoir infiltré un journaliste parmi les jeunes militants de droite, documentant et filmant la duplicité de leur comportement ; mais personne n'a remis en question le fond, les vidéos dans lesquelles on voit des membres du parti de Meloni, y compris le chef de groupe de Fratelli d'Italia au Parlement européen Nicola Procaccini, échanger des saluts fascistes et d'autres gestes typiques du symbolisme d'extrême-droite. Ce n'est que lorsque les tirades antisémites de certains militants ont été révélées qu'ils ont démissionné. Mais Meloni elle-même s'en est pris aux journalistes qui ont fait le scoop, les accusant de pratiquer des « méthodes de régime ».

Lorsqu'il est apparu, ces dernières semaines, que des membres de l'organisation de jeunesse Fratelli d'Italia se montrent modérés en public, mais louent le « Duce » ou scandent des slogans nazis lorsqu'ils pensent ne pas avoir de témoins autour d'eux, le débat est devenu surréaliste.

Ce n'est que lorsque les tirades antisémites de certains militants ont été révélées qu'ils ont démissionné. Mais Meloni elle-même s'en est pris aux journalistes qui ont fait le scoop, les accusant de pratiquer des « méthodes de régime ».

Même dans sa relation avec les médias, le style de Giorgia Meloni est fondamentalement similaire. La dirigeante n'aime pas répondre aux journalistes : en 2024, elle n'a autorisé qu'une seule conférence de presse au début de l'année et, en juin, un nombre limité de questions après un long monologue à la fin du sommet du G7 sous la présidence italienne. Mais on ne peut pas dire que M^{me} Meloni ou ses alliés aient ouvertement ciblé les journaux d'opposition, même si certains d'entre eux ne reçoivent que peu de publicité de la part de grandes entreprises contrôlées par l'État. Le contrôle de *Fratelli d'Italia* sur la RAI, la chaîne de télévision publique, ne fait que suivre le contrôle désormais traditionnel que tous les partis pratiquent depuis des décennies lorsqu'ils sont au pouvoir : une forme endémique et désormais traditionnelle d'illibéralisme en Italie. Cependant, ce contrôle politique des partis au pouvoir sur la télévision publique est aujourd'hui exercé de manière particulièrement capillaire. Lorsque les responsables de la RAI ont censuré un monologue de l'écrivain Antonio Scurati, qui accusait Meloni de n'avoir jamais répudié le fascisme, le scandale qui s'en est suivi a conduit à des procédures disciplinaires contre le journaliste qui avait invité Scurati dans son émission.

Lorsque les responsables de la RAI ont censuré un monologue de l'écrivain Antonio Scurati, qui accusait Meloni de n'avoir jamais répudié le fascisme, le scandale qui s'en est suivi a conduit à des procédures disciplinaires contre le journaliste qui avait invité Scurati dans son émission.

Enfin, avec Orban, elle a été le seul dirigeant d'un pays européen à ne pas voter pour la reconduction de Von der Leyen et contre les autres nominations à des postes de haut niveau à Bruxelles.

À différents niveaux, le double registre de Giorgia Meloni se retrouve également dans les relations au sein de l'Union européenne. La Première ministre italienne a surpris positivement la présidente de la Commission Ursula von der Leyen pour son pragmatisme et a entamé une bonne relation de travail avec elle. Dans le même temps, Meloni reste président des réformistes et conservateurs européens, une famille politique composée d'extrémistes de droite et de partis autoritaires qui détestent Mme Von der Leyen et combattent âprement la majorité modérée qui s'est exprimée en sa faveur. Parmi les alliés de Meloni figurent les Polonais de Droit et Justice (PiS), qui avaient conduit Bruxelles à geler certains fonds européens destinés à Varsovie en raison de leurs excès illibéraux lorsqu'ils étaient au gouvernement, ainsi que les néo-franquistes espagnols de Vox, avec lesquels les relations de Meloni sont particulièrement cordiales. Les relations avec Viktor Orban sont très bonnes, même si le premier ministre autocratique de Budapest

n'appartient pas à la famille politique de Meloni. Finalement, avec Orbán, elle a été le seul dirigeant d'un pays européen à ne pas voter pour la reconduction de Von der Leyen et contre les autres nominations à des postes de haut niveau à Bruxelles.

En ce qui concerne le bien-fondé des choix sur l'Union européenne, on remarque le double langage habituel de la Première ministre. Mme Meloni a abandonné la rhétorique de la sortie de l'euro depuis des années. Elle a laissé son gouvernement signer le nouveau pacte de stabilité et de croissance réformé de l'UE et a évité les politiques budgétaires trop risquées, comme celles qui ont déstabilisé le gouvernement de Liz Truss en Grande-Bretagne en 2022 ou celui dirigé par le Mouvement 5 étoiles en Italie en 2018. Pourtant, le groupe Fratelli d'Italia au Parlement européen s'est abstenu sur le Pacte de stabilité, au lieu de voter en sa faveur ; et Meloni elle-même donne l'impression d'attendre le résultat des élections françaises pour trouver - grâce à un futur gouvernement d'extrême droite à Paris - une échappatoire aux règles budgétaires européennes nouvellement acceptées.

Meloni elle-même donne l'impression d'attendre le résultat des élections françaises pour trouver - grâce à un futur gouvernement d'extrême droite à Paris - une échappatoire aux règles budgétaires européennes nouvellement acceptées.

En ce qui concerne l'Ukraine, même ambiguïté. En public, la ligne du gouvernement italien est celle d'un soutien total à l'Ukraine, au point que le président (démocrate) américain Joe Biden apprécie grandement le rôle de Giorgia Meloni. En revanche, ceux qui lui ont parlé en privé et en toute confiance ont perçu des signaux différents : la première ministre italienne serait favorable à une paix « coréenne » qui laisserait à la Russie les territoires ukrainiens occupés jusqu'à présent, dans l'espoir qu'un tel arrangement n'encouragerait pas le Kremlin à de nouvelles agressions à l'avenir. Lorsqu'un prétendu « comédien » russe s'est fait passer pour le « président de l'Union africaine » et a téléphoné à Meloni, elle a parlé de la « lassitude » des Européens à l'égard de l'Ukraine et d'une « proposition » de paix qu'elle s'apprêtait à présenter.

En ce qui concerne l'Ukraine, même ambiguïté. En public, la ligne du gouvernement italien est celle d'un soutien total à l'Ukraine, au point que le président (démocrate) américain Joe Biden apprécie grandement le rôle de Giorgia Meloni. En revanche, ceux qui lui ont parlé en privé et en toute confiance ont perçu des signaux différents.

Qui est donc Giorgia Meloni ? Une ancienne fasciste convertie au modérantisme ou une dirigeante autoritaire qui avance masquée ? Aucune femme ou homme politique ne peut jamais être totalement honnête en public, mais dans le cas de la dirigeante italienne, la duplicité semble être un système. Meloni peut vouloir être ambiguë afin d'imposer un programme illibéral à l'Italie, tout en rassurant les électeurs modérés et les alliés occidentaux avec son pragmatisme européen et sa ligne pro-américaine. À l'inverse, elle peut tout aussi bien pratiquer

Qui est donc Giorgia Meloni ? Une ancienne fasciste convertie au modérantisme ou une dirigeante autoritaire qui avance masquée ?

l'ambiguïté pour ramener les compagnons de parti et les électeurs extrémistes qui l'ont accompagnée toute sa vie dans le courant démocratique, petit à petit.

Il est inutile de spéculer sur la bonne réponse. Elle ne peut se lire que dans le degré de pression politique exercée sur des institutions qui, en théorie, dans une démocratie, devraient rester technocratiques et neutres : l'institut national des statistiques, les organigrammes de la haute direction des ministères, les entreprises publiques, ainsi que la télévision publique. Sur ces structures, l'action partisane de l'actuel gouvernement de droite en Italie est de plus en plus explicite, même si elle ne fait que rendre plus extrêmes des comportements déjà observés avant Meloni.

Le test décisif sera la seule véritable réforme que le dirigeant poursuit réellement avec engagement : des amendements à la Constitution visant à réduire les pouvoirs du président de la République et du parlement et à augmenter (considérablement) ceux d'un premier ministre - Meloni elle-même, évidemment - élu directement par le peuple. Un référendum national décisif sera organisé sur cette réforme, peut-être en 2026. D'ici là, il se peut que la première ministre ne montre plus ses instincts les plus illibéraux. Mais elle ne parviendra probablement pas non plus à rassurer ceux qui continuent à se méfier d'elle.

Le test décisif sera la seule véritable réforme que la dirigeante poursuit réellement avec engagement : des amendements à la Constitution visant à réduire les pouvoirs du président de la République et du parlement et à augmenter (considérablement) ceux d'un Premier ministre - Meloni elle-même, évidemment - élu directement par le peuple.

En Pologne, le prix élevé de la lutte contre le populisme

Michał Szuldrzyński

rédacteur en chef adjoint du quotidien « *Rzeczpospolita* »
et rédacteur en chef du site web rp.pl. Il est l'auteur de « *Prawica dla opornych* »
(RM Editions, 2023, *La droite pour les nuls*, non traduit) décrivant le phénomène
de radicalisation de la droite en Pologne et dans le monde.

L'exemple de la Pologne illustre parfaitement la thèse selon laquelle la lutte contre le populisme a un prix très élevé. Tenter de le vaincre oblige à adopter certaines de ses règles du jeu. Et de ce fait, cette façon de penser ou de faire de la politique devient très contagieuse. Le prix à payer pour gagner contre le populisme est la détérioration de la politique et sa polarisation radicale. Mais ce prix élevé ne peut être imputé au seul camp populiste : il en va aussi de la responsabilité de ceux qui adoptent consciemment ses méthodes pour gagner.

Il convient de commencer par une mise en garde : le terme « populisme » n'est peut-être pas le meilleur pour définir le type de gouvernement auquel nous avons été confrontés en Pologne entre 2015 et 2023. Le terme « populisme national », inventé par Roger Goodwin et Mathew Eatwell dans leur livre du même titre (*National Populism*, 2020), est plus approprié. En revanche, j'ai qualifié ce type de politique de droite identitaire dans mon ouvrage *La droite pour les nuls*. Pourquoi ? Parce qu'elle était fondée sur une forte identité nationale, culturelle et politique traditionaliste, qui est devenue le principal point de référence de l'idéologie du parti au pouvoir, Droit et Justice (PiS)

Une caractéristique de la droite identitaire ainsi comprise est la gestion des émotions sociales avec des outils tels que la « restauration de la dignité », la « redistribution du prestige », le « retour de l'État et de la nation à la place qui leur revient ».

Le terreau du populisme national polonais

Des bouleversements tectoniques se sont produits dans un pays qui a connu une très profonde transformation économique et sociale au cours des trois dernières décennies, où le système de gouverne-

ment est passé de l'autoritarisme d'un monopartisme communiste à une démocratie représentative pluraliste, où l'économie planifiée a été remplacée par un marché libre reaganiste-thatcheriste. Réduire la réponse à ces problèmes au seul populisme est une simplification excessive. Par conséquent, examinons comment des changements massifs ont traversé la société polonaise au cours des dernières décennies. Des classes sociales entières ont disparu et de nouvelles ont été créées, le tout à un rythme presque révolutionnaire.

Il suffit de rappeler qu'il y a 85 ans, la Pologne était un État agricole, doté d'une structure sociale hiérarchique post-féodale, avec une forte noblesse terrienne exerçant une influence majeure sur la politique, une importante bourgeoisie, au sein de laquelle la minorité ukrainienne représentait plus de 15 % de la population, les Juifs 10 % et les Allemands, les Lituanais, les Biélorusses et les Slovaques quelques points de pourcentage chacun. Il y a 79 ans, la Pologne sortait de la Seconde Guerre mondiale avec une population réduite de 36 à 24 millions d'habitants, et plus de 90 % des Juifs polonais (plus de 3 millions de personnes) décimés par l'Holocauste. Les pertes au sein de l'élite ont été colossales, les frontières ont été complètement modifiées, la Pologne est devenue un pays mono-ethnique dominé par le catholicisme. Il est paradoxal de constater qu'en raison des décisions prises par le dirigeant de l'URSS Joseph Staline en matière de frontières et de transfert de nations, la Pologne est devenue presque monolithiquement catholique.

Pour les quatre générations suivantes, un système communiste basé sur la promotion des classes ouvrières et paysannes a été construit, qui a été rejeté par le peuple lors des premières élections partiellement libres depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le 4 juin 1989. C'est ainsi qu'après cinq décennies de révolutions sociales, une autre a commencé.

La Pologne a connu un succès économique incroyable après la chute du communisme. La révolution technologique symbolisée par la numérisation et l'informatisation s'est accompagnée de la mise en place de nouvelles institutions. Dix ans après la chute du communisme, la Pologne ne faisait plus partie de la sphère d'influence russe et devenait membre de l'OTAN. Cinq ans plus tard - il y a exactement 20 ans - elle a rejoint l'Union européenne. Tout cela a produit une société de plus en plus désorientée par le rythme du changement.

En effet, des changements aussi profondément transformateurs dans la société n'ont pas fait que des heureux. Des pans entiers de la société ont eu le sentiment d'avoir plutôt perdu que gagné dans cette transformation. Il est intéressant de noter qu'il ne s'agissait pas du tout de personnes qui avaient une bonne opinion de l'ère communiste. Au contraire, ce sont les cercles de droite et anticommunistes qui ont soutenu que la transformation n'était pas juste, que c'était l'absence de prise en compte du passé communiste qui était à blâmer et que de nombreux changements avaient eu lieu de manière injuste. Rappelons que le communisme a été renversé par le mouvement *Solidarność* (Solidarité), auquel appartenaient 10 millions de Polonais à son apogée - mais il s'agissait principale-

La promesse de corriger la transformation, de redresser les torts, de « restaurer la dignité » de ceux qui estimaient avoir été les perdants des changements, est devenue l'un des principaux thèmes de la campagne victorieuse du PiS en 2015.

ment d'un mouvement d'ouvriers et de paysans, l'intelligentsia étant généralement conseillée par les travailleurs, comme le groupe de Varsovie-Krakow-Gdańsk autour de Lech Wałęsa. Ce sont toutefois les travailleurs qui ont payé le plus lourd tribut à la transformation capitaliste.

La promesse de corriger la transformation, de redresser les torts, de « restaurer la dignité » de ceux qui estimaient avoir été les perdants des changements, est devenue l'un des principaux thèmes de la campagne victorieuse du PiS en 2015. On a beaucoup parlé des mécanismes permettant de se plaindre de la trahison des élites qui ont profité de la transformation en tournant le dos aux masses. Rappelons que la Pologne avait encore l'éthique de l'« intelligentsia », cette catégorie éduquée d'avocats, de médecins, d'ingénieurs, de dirigeants politiques qui étaient censés servir la société, la tirer vers le haut, et non pas profiter de la transformation en créant une nouvelle classe moyenne. C'est pour cette raison que l'élite, les nouvelles couches sociales pro-européennes et cosmopolites, les classes moyennes dont les revenus sont indépendants de l'État, les masses de juges, d'avocats, de médecins, d'enseignants, de journalistes, ont fait l'objet d'attaques - pas seulement rhétoriques - de la part du parti PiS. L'un des coups les plus durs a été porté aux entrepreneurs en augmentant radicalement le coût des cotisations aux régimes de retraite et de soins de santé. Ils ont été accusés non seulement de trahir leurs intérêts, mais aussi de trahir leur identité, de renoncer à leur polonité traditionaliste, à leur religion, etc...

Il est intéressant de noter que, contrairement à de nombreuses opinions, le PiS n'était pas un parti conservateur. Il était traditionaliste, mais en même temps complètement constructiviste : il voulait créer une nouvelle nation, renverser l'ordre précédent et en construire un nouveau. Le passé, l'histoire, la tradition, la religion n'étaient que le cadre d'une approche fondamentalement anti-conservatrice, le camp conservateur se caractérisant avant tout par l'attachement aux institutions. Le parti Droit et Justice (PiS), quant à lui, s'est d'abord battu contre les institutions, estimant qu'elles abritaient un système maléfique qu'il fallait renverser. Dans ce langage, la démocratie libérale, au lieu d'être le modèle rêvé de la transformation, est devenue une insulte, un synonyme de pays fait pour des élites qui ont trahi le peuple et choisi des patrons étrangers en échange de la possibilité de jouir des fruits de la

transformation. Des foules entières de professionnels vivant dans les grandes villes et travaillant pour des entreprises ou des sociétés étrangères ont été suspectées. Suivant cette logique, le garant de l'ordre était aussi, bien sûr, les médias qui, en maintenant un monopole de l'information, étaient critiqués comme participant à maintenir les classes inférieures dans l'ignorance de leurs propres intérêts. Après tout, il ne s'agit pas de conservatisme, mais déjà de pur marxisme.

L'attaque contre les tribunaux

C'est pourquoi, dès le lendemain de sa victoire en 2015, le chef du parti Droit et Justice (PiS) a donné le signal de l'attaque contre les tribunaux. Il a commencé par une guerre contre le Tribunal constitutionnel, dont le personnel avait été recruté par les Parlements précédents et qui constituait un bastion pour freiner le changement. Il a ensuite modifié les tribunaux de district, les tribunaux régionaux, les cours d'appel, le système de promotion des juges, leur responsabilité disciplinaire, jusqu'à la Cour suprême. Il a attaqué et pris le contrôle d'un grand nombre de médias. Lorsque les enseignants se sont rebellés, il a fait des éducateurs son principal ennemi politique – quand bien même le parti Droit et Justice voulait transformer les écoles en une fabrique de nouveaux Polonais traditionalistes et identitaires. Il en va de même pour les jeunes médecins. Les mois suivants ont été marqués par le rythme des attaques contre les groupes sociaux successifs. Dans le panthéon des ennemis, l'Union européenne occupe une place à part. Sa défense de l'État de droit a été perçue par le PiS et ses électeurs comme une tentative de défendre l'ancien système corrompu. Et bien que les Polonais soient l'une des nations les plus pro-européennes, la droite évolue vers des positions de plus en plus anti-européennes. Les slogans axés sur la protection des valeurs, de l'identité, du modèle traditionnel de vie et de société et, surtout, de la souveraineté se renforcent.

C'est pourquoi, dès le lendemain de sa victoire en 2015, le chef du parti Droit et Justice (PiS) a donné le signal de l'attaque contre les tribunaux.

Dans ce contexte, la modernisation sociale, la sécularisation, l'émancipation des personnes LGBT, soutenues par l'UE, sont traitées comme des menaces culturelles, identitaires mais aussi politiques. La question de l'immigration n'est pas différente. Selon le point de vue prévalant dans les cercles de l'*alt-right* en Europe occidentale et aux États-Unis, la migration était perçue comme une conspiration des cercles progressistes et libéraux de gauche pour accélérer le changement social et l'érosion de la famille traditionnelle. Dans ce récit, l'afflux de migrants imposés par Bruxelles en provenance de régions du monde culturellement étrangères n'est pas un élément naturel du changement social ou civilisationnel, mais une opération destinée à détruire la base de la politique de l'*alt-droite*, à savoir cette identité catholique forte et traditionaliste.

La migration était perçue comme une conspiration des cercles progressistes et libéraux de gauche pour accélérer le changement social et l'érosion de la famille traditionnelle.

Mais le paradoxe est le suivant : lorsque les troupes russes ont commencé à envahir l'Ukraine le 24 février 2022, les Polonais ont accueilli des millions de réfugiés, des millions de familles polonaises ont ouvert leurs maisons, accueillant des familles fuyant les bombes larguées par Poutine. Les Ukrainiens n'étaient pas des migrants, mais des frères victimes de cet éternel ennemi de la Pologne, qui a occupé notre pays pendant près de deux cents ans, la Russie, d'abord tsariste puis soviétique. Les Polonais ont donc su faire preuve d'une extraordinaire solidarité à l'égard des millions de migrants venus d'Ukraine, tout en craignant les conséquences désastreuses de l'accueil de quelques milliers de nouveaux arrivants venus d'Afrique ou du monde arabe.

Le levier de l'aide sociale

Parallèlement au début de la guerre contre le système judiciaire, le parti du président Kaczynski a lancé une vaste offensive en matière de dépenses sociales. Dès 2016, une allocation de 125 euros par mois pour chaque deuxième enfant et les suivants a été octroyée (trois ans plus tard, elle a également été étendue au premier enfant). En conséquence, la pauvreté des familles nombreuses les plus pauvres a diminué. Un treizième, puis un quatorzième mois de retraite pour les personnes âgées ont été introduit, ainsi que des médicaments gratuits pour les personnes âgées et les enfants. Les étudiants jusqu'à 26 ans ont été exemptés d'impôts. Lorsque la pandémie a éclaté, le gouvernement a donné aux entreprises un total de plus de 50 milliards d'euros pour éviter que la situation économique ne s'aggrave. Pendant ce temps, des millions d'euros affluaient vers les campagnes et les institutions les plus importantes des campagnes polonaises, celles qui constituent le principal système sanguin social des campagnes polonaises - les associations de femmes au foyer et les brigades de pompiers volontaires.

Parallèlement au début de la guerre contre le système judiciaire, le parti du président Kaczynski a lancé une vaste offensive en matière de dépenses sociales.

La victoire contre le PiS, mais à quel prix ?

Alors comment se fait-il que cette droite identitaire - bien qu'elle ait gagné les élections de 2023 - ait dû abandonner le pouvoir ? La raison en est l'extraordinaire mobilisation des jeunes qui avaient réussi à se convaincre que le PiS ne leur garantissait pas un avenir européen normal. Ils étaient dépourvus de ressentiment de transformation, beaucoup d'entre eux avaient étudié en Erasmus dans

Cette victoire a eu un prix élevé.
Tout d'abord, une énorme polarisation politique et ensuite, un glissement de la politique vers la droite.

toute l'Europe, ils n'avaient aucune animosité vis-à-vis de l'Occident. Ce sont eux qui ont donné la victoire à la nouvelle coalition libérale, faisant la queue jusque tard dans la nuit devant les bureaux de vote des grandes villes. La plate-forme civique (PO) de Donald Tusk n'est arrivée qu'en deuxième position, mais avec la Troisième Voie, modérément conservatrice, et la Gauche, elle a obtenu la majorité au sein du nouveau parlement.

Seulement, lors des élections locales d'avril 2024, le PiS a gagné et le PO lui a cédé quelques points de pourcentage. Ce n'est qu'aux élections européennes de juin 2024 que le parti de Tusk a gagné contre le PiS avec 0,9 point de pourcentage pour la première fois en 10 ans. Mais même cette victoire a eu un prix élevé. Tout d'abord, une énorme polarisation politique et ensuite, un glissement de la politique vers la droite. Les principaux thèmes de la campagne électorale ont été ceux qui étaient auparavant réservés à la droite : opposition à l'immigration, sécurisation de la frontière orientale avec la Biélorussie, sécurité militaire dans le contexte de la guerre en Ukraine et défense des intérêts de l'agriculture polonaise contre le Green Deal et, plus largement, opposition à la politique européenne en matière de climat.

Chaque fois que les partis de droite comme Droit et Justice ou la Confédération parlaient de la frontière, la Plateforme-civique (PO) de Tusk affirmait qu'ils étaient les seuls à pouvoir construire un mur plus haut et à assurer une meilleure sécurité, garantissant qu'aucun immigrant clandestin ne pourrait passer. Lorsque le PiS s'est plaint du Green Deal, le parti de Tusk, au lieu de défendre la politique climatique européenne, a attaqué le PIS pour ne pas s'être suffisamment battu avec Bruxelles pour défendre les intérêts de l'agriculture polonaise lorsqu'ils étaient au gouvernement. Lorsque, à plusieurs reprises, la guerre s'est approchée des frontières polonaises (des missiles russes ou ukrainiens ont volé vers la Pologne, une explosion a tué deux agriculteurs travaillant dans un champ près de la frontière ukrainienne), PO a prétendu que le PiS jouait avec la sécurité de la Pologne, que seul Tusk nous apporterait la paix. Plutôt que de rejeter la politique identitaire, les libéraux ont convaincu l'électorat du PiS - et le leur - que le PiS n'était pas fiable, que seul Tusk et son équipe tiendraient les promesses que Kaczynski avait faites précédemment mais qu'il n'avait pas tenues pour diverses raisons.

Lorsque le PiS s'est plaint du Green Deal, le parti de Tusk, au lieu de défendre la politique climatique européenne, a attaqué le PIS pour ne pas s'être suffisamment battu avec Bruxelles pour défendre les intérêts de l'agriculture polonaise.

Cette évolution s'est accompagnée d'une polarisation totale. L'attitude à l'égard de la Russie en est peut-être le meilleur exemple. À un moment donné de la campagne, Donald Tusk a accusé le Président Kaczyński (du PiS) de poursuivre les intérêts de Moscou en Pologne. Toute la campagne électorale a été subordonnée à ce récit ; depuis la tribune du parlement polonais, Donald Tusk a qualifié ses adversaires du parti Droit et Justice de « relais de Russie » (une expression qui avait été lancée contre le parti communiste contrôlé par le Kremlin avant 1989). Sur les réseaux sociaux, M. Tusk a clamé que la Russie n'avait même plus besoin de mener des opérations d'ingérence, tant ses intérêts étaient poursuivis par le PiS. L'objectif était simple : polariser la scène politique autant que possible. Et compter sur les citoyens pour ne rien oublier.

Dans les faits, au cours des premiers mois de la guerre en Ukraine, la Pologne a apporté une aide considérable à son voisin en difficulté. Non seulement elle a aidé les réfugiés de la façon la plus rapide et efficace qu'il soit, mais les chemins de fer polonais sont devenus la principale voie de transit des armes occidentales vers l'Ukraine. Piochant dans son propre arsenal, la Pologne - sous le gouvernement du PiS - a immédiatement mis à disposition plusieurs centaines de chars post-soviétiques, des véhicules blindés de transport de troupes, des armes légères anti-aériennes, etc. C'est la Pologne qui a participé activement à la coalition des chars, promettant de remettre à l'Ukraine une douzaine de chars Leopard modernes appartenant à l'armée polonaise. Après ce que le gouvernement polonais a fait à l'époque, est-il sérieusement possible de dire qu'il poursuivait les intérêts de Moscou ? A-t-il vraiment aidé la Russie en armant l'Ukraine de cette manière ?

Mais cette polarisation est le résultat d'événements antérieurs. Lorsque Kaczyński a gouverné pour la première fois, en 2005-2007, il a commencé à envisager la création d'une coalition anti-russe, principalement dans la sphère économique. Afin de devenir indépendant des matières premières russes, il a commencé à planifier la construction d'un port gazier pour le gaz liquéfié. Au même moment, le gouvernement polonais a conclu un accord avec les États-Unis pour construire des éléments d'un bouclier antimissile sur le sol polonais. En représailles, Poutine a imposé des sanctions sur les produits alimentaires polonais, en particulier la viande. Même la chancelière Merkel s'est jointe aux négociations du côté de la Pologne à l'époque. Dans le même temps, l'Allemagne devenait de plus en plus dépendante des ressources énergétiques de la Russie en planifiant les projets Nord Stream I et II.

Lorsque Donald Tusk a remporté les élections de 2007, il a décidé que l'une de ses priorités serait d'améliorer les relations avec la Russie. Il s'est rendu à Moscou au début de l'année 2008, où il a eu une conversation agréable avec Poutine, qui a appelé Tusk « son homme à Varsovie », et il semblait que la coopération allait s'améliorer. D'autant plus que, peu de temps après, l'élection présidentielle américaine a été remportée par Barack Obama, qui souhaitait un « reset » avec Moscou. La marge de manœuvre de Tusk lui-même n'était donc pas très grande. Il a lui-même commencé à accuser le parti Droit et Justice d'avoir des préjugés, d'être irrationnellement anti-russe et de vouloir provoquer une guerre avec ce pays. Le conflit interne, avec la Russie en toile de fond, a pris de l'ampleur en avril 2010.

Deux ans après que Lech Kaczyński s'était rendu avec plusieurs dirigeants d'Europe centrale en Géorgie, attaquée par les troupes russes, et qu'il avait prononcé un discours devant le Parlement affirmant qu'aujourd'hui la Russie attaquait la Géorgie, que demain elle attaquerait l'Ukraine et qu'après-demain ce serait la Pologne, le Président polonais est mort dans un accident d'avion sur le territoire russe. Bien que la plupart des arguments pointent vers une erreur des pilotes, qui ont été guidés à tort par des navigateurs russes vers un aéroport militaire hors service, Jarosław Kaczyński a conclu que son frère avait été assassiné par les Russes et que le crash était le résultat d'une tentative d'assassinat. Tusk, qui était Premier ministre à l'époque, a accusé Kaczyński et le parti Droit et

Justice de nourrir des préjugés russophobes et a affirmé qu'il ne déclarerait pas la guerre à la Russie à cause des hallucinations de son rival. Depuis lors, c'est le parti Droit et Justice qui a accusé Tusk de conspirer avec la Russie contre le Président de droite.

Tusk était-il pro-russe ? C'est absurde. Lorsque la Russie a occupé la Crimée en 2014, il a fait le tour de l'Europe pour créer une alliance en faveur de l'indépendance énergétique. Lorsqu'il est devenu président du Conseil européen, il a critiqué l'idée de construire Nord Stream II, appelant à l'indépendance vis-à-vis des matières premières russes. Objectivement, Tusk et Kaczynski étaient tous deux parmi les hommes politiques les plus anti-russes de l'Union. Il est vrai qu'au début de son gouvernement, Tusk espérait pouvoir s'entendre avec la Russie, mais l'agression contre la Géorgie en 2008 a anéanti ces espoirs. Le reste de l'Europe n'a

Tusk savait que seule la polarisation, seule la déclaration d'une guerre entre le bien et le mal, le blanc et le noir, mobiliserait les électeurs.

concedé ce point aux dirigeants polonais qu'après l'invasion de l'Ukraine. Mais Jaroslaw Kaczynski a reconnu que c'était lui qui avait raison depuis le début. Lui et son frère, tragiquement décédé, avaient déjà mis en garde contre une agression contre l'Ukraine à Tbilissi en 2008.

Mais en matière de politique de sécurité, le camp pro-démocratique n'était pas si différent du PiS. C'est le gouvernement de Tusk qui a construit le port que le PiS avait commencé à concevoir. Mais les accusations mutuelles font désormais partie de la politique.

Tusk savait que seule la polarisation, seule la déclaration d'une guerre entre le bien et le mal, le blanc et le noir, mobiliserait les électeurs. Et il est allé jusqu'au bout. Il a reconnu qu'il ne gagnerait les élections que s'il provoquait une division totale. Qu'il mobiliserait les radicaux contre les « populistes » en les convainquant que Kaczynski était au service de la Russie. Et il a gagné, mais au prix d'une polarisation totale, en reprenant en outre la rhétorique guerrière de son principal adversaire, accusant le PiS d'être pro-russe, de manière aussi infondée que lorsque le PiS accusait précédemment Tusk de la même chose. Mais cela a fonctionné, cela a divisé la société, et cela a permis à Tusk de gagner.

Et c'est là l'énorme coût de la victoire du camp libéral-démocrate sur la droite populiste et identitaire. En effet, cette dernière a gagné parce qu'elle a imposé un agenda et un langage, qui a fini par profondément contaminer le camp libéral.

Et c'est là l'énorme coût de la victoire du camp libéral-démocrate sur la droite populiste et identitaire. En effet, cette dernière a gagné parce qu'elle a imposé un agenda et un langage, qui a fini par profondément contaminer le camp libéral. Mais ce dernier risque d'être pris au piège d'un engrenage infernal, parce que toute nouvelle bataille nécessitera une polarisation toujours plus grande. Dans un an, la Pologne organisera des élections présidentielles - aujourd'hui, la volonté de la coalition libérale est limitée par Andrzej Duda, du parti Droit et Justice, élu en 2015. Le président ne dispose pas de beaucoup d'outils dans la constitution polonaise, mais il peut causer beaucoup de dégâts au gouvernement en ayant le droit d'opposer son veto aux lois. Par conséquent, le processus de « restauration de l'État de droit » ne sera possible que si le candidat de la coalition de Donald Tusk, qui a gagné contre le PiS à l'automne 2023, occupe le siège présidentiel. Il s'agira donc d'une élection très importante pour la démocratie polonaise - pour le camp de la droite identitaire, il s'agira d'une bataille pour le dernier bastion de pouvoir et d'influence sur l'État. Les sondages et les résultats des élections locales et européennes montrent que les Polonais sont presque divisés en deux sur cette question. Par conséquent, pour gagner, le camp libéral se mettra encore plus de citoyens à dos. Il se polarisera encore plus fortement. Et même s'il gagne, la société polonaise sera encore plus divisée, et les divisions seront encore plus profondes. Et l'aile droite sera encore plus déterminée à revenir et à gagner à nouveau.

En ce sens, le populisme ne peut être vaincu. Il planera sur la politique polonaise tant que les deux grands camps auront leurs électeurs. Et ils se polarisent justement pour que les citoyens ne croient pas qu'il existe une autre politique que la lutte meurtrière de ces deux camps.

En ce sens, le populisme ne peut être vaincu. Il planera sur la politique polonaise tant que les deux grands camps auront leurs électeurs. Et ils se polarisent justement pour que les citoyens ne croient pas qu'il existe une autre politique que la lutte meurtrière de ces deux camps.

Trump : voir loin dès le jour d'après

Stan McChrystal

Ancien général américain quatre étoiles,
est le président-directeur général du groupe McChrystal.
Au cours de sa carrière dans l'armée américaine, il a été le commandant
de toutes les forces des États-Unis et de l'OTAN en Afghanistan, ainsi que
du commandement des opérations spéciales conjointes (JSOC) des États-Unis.

Jason Mangone

ancien officier des Marines américain,
est le directeur exécutif de More in Common US.

Nous sommes deux Américains ayant chacun servi aux côtés des troupes françaises au cours de nos carrières militaires respectives - l'un d'entre nous en tant que commandant de toutes les forces de l'OTAN en Afghanistan, y compris françaises, l'autre au cours d'un exercice d'entraînement bilatéral avec les troupes de marine de l'armée de terre française. Nous avons également co-écrit un livre, *Leaders - Myth and Reality* (Penguin Random House, 2018, non traduit), dont un chapitre traite de l'une des figures majeures de la Révolution française - Robespierre. Il nous a été difficile de comprendre pleinement la complexité de la situation politique de la France de la fin du 18^e siècle ; c'est donc avec humilité que nous proposons notre vision de la dernière décennie de la politique américaine, en vous laissant le soin d'appliquer nos enseignements à la France d'aujourd'hui.

Comme beaucoup d'Américains, nous avons été surpris lorsque Donald Trump a été élu président en 2016. Nous étions désorientés, mais aussi perturbés, même si cela n'avait pas grand-chose à voir avec la politique. Chacun d'entre nous penche vers le centrisme, et avons successivement voté pour des Républicains ou pour des Démocrates selon les scrutins et les moments. Nous étions conscients du sentiment croissant de colère auquel les dirigeants politiques cherchaient tout à la fois à répondre et à tirer avantage, et ce, bien avant 2016. Pendant le mandat du président Obama, l'extrême gauche a été tenue à distance par ses dirigeants, alors même que le Tea Party a émergé pour s'y opposer. Lorsque Donald Trump a remporté les primaires républicaines, devançant 17 autres candidats, il semblait improbable qu'une personne souvent décrite comme « une bête de foire » puisse bénéficier d'un tel élan.

Mais il y avait des signes. Dans les semaines qui ont précédé l'élection, des banderoles écrites à la main à l'effigie de Trump témoignaient de l'engouement croissant de la population pour ce candidat improbable. Pourtant, le soir même de l'élection, nous

avons continué à croire en la victoire inéluctable d'Hillary Clinton. Et parce que nous avons grandi au sein d'institutions qui fonctionnent selon un ensemble de valeurs - l'armée américaine, le corps des Marines, la famille, l'Église et le monde du sport -, nous avons supposé que des normes similaires s'appliqueraient à l'ensemble de la population.

De nombreuses personnalités publiques, et même des anciens Présidents, se sont mal comportés par le passé, mais les manquements graves leur ont toujours coûté cher aux yeux du peuple américain. Ainsi, lorsque Donald Trump a fait preuve d'un mépris choquant pour ce qui était considéré comme la norme acceptable, et l'a presque célébré, en affirmant qu'il avait agressé des femmes parce que « lorsqu'on est une star, on peut le faire. Vous pouvez faire n'importe quoi », nous avons anticipé sa chute politique. Mais une grande partie des électeurs l'a toléré et, d'une certaine manière, a semblé l'apprécier. Au fond, ont pensé ses électeurs, c'est la façon dont beaucoup de gens parlent en privé, et ils ont applaudi sa candeur.

Après le choc

Lorsque le choc de l'élection de Trump s'est atténué, la question qui s'est naturellement imposée est la suivante : « Qu'est-ce qui nous a échappé ? » Il était important de poser cette question, même si la réponse était toute trouvée : les élites de notre pays n'ont tout simplement pas saisi la profondeur de la colère et du désespoir qui ont gagné une grande partie du public. L'une des grandes idées politiques du président Obama est que les gens ne votent pas toujours pour un candidat parce qu'ils l'apprécient ; les gens votent pour quelqu'un parce qu'ils pensent que cette personne les apprécie, *eux*. Nous constatons des tendances similaires chez les leaders populistes en Europe, notamment au sein du parti de Marine Le Pen en France.

Alors que de nombreux Américains ne voudraient pas que quelqu'un comme Donald Trump sorte avec leur propre fille, ils ont le sentiment que Trump lui, au moins, les apprécie, et qu'il se préoccupe d'eux - contrairement à Hillary Clinton, qui à l'inverse jouit pourtant d'une bonne réputation. Aux lendemains des résultats de 2016, l'analyse dominante dans les médias était qu'une erreur avait été commise, ou qu'il y avait eu un subterfuge. S'il est compréhensible d'adopter une telle attitude après un événement aussi surprenant, cette dernière a été contre-productive. Du point de vue des électeurs de Trump, cette analyse n'a fait que prouver que le système a toujours été truqué contre eux.

Les gens ne votent pas toujours pour un candidat parce qu'ils l'apprécient ; les gens votent pour quelqu'un parce qu'ils pensent que cette personne les apprécie, eux.

Après le temps de l'analyse, la question est devenue : « Que faire ? » Sur le moment, nous avons tous eu l'impression que l'élection de Trump était une urgence. Bien que sa présidence ait été marquée par une série de crises, il est important de garder une vision de long terme. Un personnage comme Trump ne pouvait émerger qu'au milieu d'une crise de confiance profonde des Américains, dans le sillage de guerres perdues, d'une crise financière et d'un chamboulement généralisé causé par la mondialisation, d'une nouvelle forme de médias que nous ne comprenons pas encore tout à fait, des changements technologiques constants et d'une évolution inévitable de la composition ethnique du pays. Il aurait été merveilleux que l'Amérique puisse, d'une manière ou d'une autre, faire face à tous ces changements de manière rationnelle. Mais dans un pays fondé sur l'idéal de la dignité humaine, où le pouvoir repose en fin de compte sur des millions d'individus libres, supposer qu'il y aura toujours un progrès linéaire et rationnel en réponse aux changements relève de la naïveté historique. Les imprévus tels que l'élection de Trump sont l'un des prix que nous payons pour notre système de gouvernement certes indiscipliné, mais libre. Cela ne pardonne pas les abus de pouvoir qu'il a commis, ni l'opportunisme crapuleux de certains de ses partisans, mais c'est la vérité.

D'une manière plus générale, il semble évident, rétrospectivement, que le style populiste reviendra dans la politique américaine, comme il l'a fait à plusieurs reprises au cours de notre histoire. Adopter une vision à long terme, c'est donc accepter que le populisme soit là pour un certain temps. La clé pour les dirigeants politiques et les membres de la société civile plus modérés est de trouver la façon de continuer à travailler dans le contexte d'un populisme relativement « raisonnable » - fondé sur certaines valeurs et sur des griefs compréhensibles - en l'empêchant à tout prix d'évoluer vers une certaine forme d'autoritarisme.

Mais dans un pays fondé sur l'idéal de la dignité humaine, où le pouvoir repose en fin de compte sur des millions d'individus libres, supposer qu'il y aura toujours un progrès linéaire et rationnel en réponse aux changements relève de la naïveté historique.

La clé pour les dirigeants politiques et les membres de la société civile plus modérés est de trouver la façon de continuer à travailler dans le contexte d'un populisme relativement « raisonnable » - fondé sur certaines valeurs et sur des griefs compréhensibles - en l'empêchant à tout prix d'évoluer vers une certaine forme d'autoritarisme.

La question du leadership pour le « jour d'après »

Avant d'envisager les questions et les dirigeants qui pourraient justifier un engagement, il est important de bien comprendre ses propres valeurs – à l'échelle individuelle, et à l'échelle de l'organisation que l'on dirige. Ayez une idée précise des questions sur lesquelles vous vous impliquerez et des types de dirigeants avec lesquels vous seriez prêts à travailler, ainsi que de vos propres lignes rouges. Au lendemain d'un résultat électoral choquant, il est probable que la « zone d'engagement » que vous vous étiez initialement fixée soit plus restreinte, mais qu'elle devrait aller en s'élargissant.

Avoir une bonne compréhension de son propre caractère, de ses propres valeurs et de celles de son organisation est un début important dans le contexte d'une crise politique. Les mouvements, y compris celui de Donald Trump, ne peuvent être combattus efficacement que par des contre-mouvements capables de les égaler en énergie et en attractivité. Ce sens moral est le fondement durable sur lequel vous saisissez des moments pour progresser sans porter atteinte à votre intégrité ; il vous donnera également la clarté nécessaire pour vous battre avec vigueur dans les moments où cela s'impose. Et il y aura des occasions de progresser - une fois au pouvoir, tout dirigeant doit gouverner, et l'histoire de son leadership sera écrite en grande partie par la façon dont il a réagi aux crises qui lui ont été imposées. Ces crises obligent les dirigeants à faire des choix, et c'est souvent là que des opportunités se présentent.

Les mouvements, y compris celui de Donald Trump, ne peuvent être combattus efficacement que par des contre-mouvements capables de les égaler en énergie et en attractivité.

Mais vous ne remarquerez les opportunités que si vous prêtez davantage attention à ce que vos adversaires politiques - et en particulier leur base électorale - croient réellement plutôt qu'à ce que vous pensez qu'ils croient. L'image que nous avons de l'autre camp est souvent faussée par le comportement des dirigeants politiques, qui cherchent à se maintenir au pouvoir. Surtout au lendemain d'une élection qui a bouleversé le statu quo, il est facile d'oublier que les dirigeants politiques ont souvent une longueur d'avance sur leurs électeurs, en particulier lorsque leur vie politique est prolongée ou interrompue par les caprices d'un seul leader charismatique. Par exemple, More in Common a constaté que 85 % des Républicains pensent qu'« une immigration bien contrôlée peut être bénéfique pour l'Amérique », alors que seuls 52 % des Démocrates pensent que les Républicains partagent ce point de vue. À l'inverse, 71 % des Démocrates ne sont pas d'accord avec l'idée que les États-Unis devraient avoir des frontières totalement ouvertes, tandis que seuls 38 % des Républicains pensaient que les Démocrates partageaient ce point de vue. Dans chaque cas, il existe un « Perception Gap » (ou écart de perception) de 33 % sur les questions fondamentales liées à l'immigration. Quels que soient les résultats des politiques d'immigration de Trump, 85 % des Républicains de l'époque pensaient qu'une immigration bien contrôlée pouvait être bénéfique pour l'Amérique. En allant contre la perception que de nombreux partisans de Trump avaient d'eux-mêmes, les attaquer en les qualifiant de racistes purs et durs n'a fait que les endurcir.

En allant contre la perception que de nombreux partisans de Trump avaient d'eux-mêmes, les attaquer en les qualifiant de racistes purs et durs n'a fait que les endurcir.

Le fait de se concentrer sur ce que pensent réellement vos adversaires politiques ne garantit pas que des progrès pourront être réalisés - en effet, l'ancien président Trump a brutalement mis fin à un projet de loi bipartisan sur l'immigration en un seul tweet, pas plus tard qu'en février de cette année. La soif de pouvoir l'emportera souvent sur les progrès fondés sur des principes. Si les progrès sont inégaux, ils ont été possibles ces six dernières années. Même pendant la présidence de Trump, le pays a fait quelques progrès en matière de justice raciale, sur les armes à feu ou sur le développement des vaccins contre le COVID. Si les manœuvres politiques autour de l'élection de 2024 ont fait échouer le récent accord sur l'immigration, le Congrès a toutefois pu adopter un important programme d'aide à l'Ukraine, à Israël et à Taïwan. Nous aurions dû mieux célébrer ces moments de progrès, qui étaient autant d'occasions de renforcer notre sentiment d'unité en ces temps troublés.

Nous aurions dû mieux célébrer ces moments de progrès, qui étaient autant d'occasions de renforcer notre sentiment d'unité en ces temps troublés.

S'engager pour ses valeurs permet également de se lever et de se battre quand cela devient nécessaire. La réaction à la politique de détention d'enfants de l'administration Trump et l'insistance sur une transition pacifique du pouvoir à la suite de l'attaque sur le Capitole le 6 janvier 2021, ont été des moments de résistance nobles et réussis. Bien sûr, il faut continuer à se battre pour revenir au pouvoir politique. Mais en montrant votre volonté de travailler avec l'autre camp, vous ferez mentir les perceptions selon lesquelles vous détestez l'autre camp, contribuant ainsi à dégrader les fondements même du populisme. Les contre-mouvements qui réussissent ne se contentent pas de démolir l'opposition, ils construisent quelque chose qui la surpasse. La source du pouvoir politique de Trump

La réaction à la politique de détention d'enfants de l'administration Trump et l'insistance sur une transition pacifique du pouvoir à la suite de l'attaque sur le Capitole le 6 janvier 2021, ont été des moments de résistance nobles et réussis.

Les contre-mouvements qui réussissent ne se contentent pas de démolir l'opposition, ils construisent quelque chose qui la surpasse.

est sa capacité à jouer sur une croyance profondément ancrée selon laquelle le système déteste le camp du MAGA (« *Make American Great Again* ») et que nos élites les méprisent. C'est cette croyance qui donne au populisme son énergie et qui explique pourquoi cette tendance est appelée à rester un certain temps dans notre vie politique. En ne rejetant pas en bloc le camp des populistes mais en restant ouvert au dialogue, vous commencerez également à comprendre comment la coalition populiste évolue et quels sont les prochains leaders qui pourraient émerger. Ce faisant, vous parviendrez également à mieux les comprendre, à mieux cerner leurs valeurs et leurs convictions. Cette compréhension vous empêchera de raviver la flamme populiste lorsqu'elle commencera à s'éteindre d'elle-même par à-coups (aux États-Unis, par exemple, l'extrême gauche s'est emparée de l'idée d'« abolir la police » à la suite du meurtre de George Floyd en mai 2020 - une expression qui est devenue un obstacle au progrès : sans contribuer à quelque réforme de la police que ce soit, elle a été reprise et amplifiée par ses opposants politiques).

Trump était peut-être le bouc émissaire nécessaire pour briser la porte blindée de notre ancien statu quo. Les fanatiques comme lui brûlent pendant un certain temps, mais ils consomment aussi tout l'oxygène autour d'eux. Si la tendance populiste devait à nouveau percer dans la politique américaine, il faudra un leader iconoclaste dès le départ. Il est important de comprendre que Trump a réussi à percer parce qu'il est authentique - même s'il est souvent grossier et amoral, il est lui-même. Dans le sillage de Trump, comme dans le sillage de tout fanatique parvenu au sommet, des imitateurs apparaîtront. Mais les gens verront qu'il s'agit d'imitations bon marché de l'objet authentique - la campagne présidentielle ratée de Ron DeSantis en est un bon exemple.

Même si certains s'efforcent de surpasser Trump, nous commençons également à assister à l'émergence d'un populisme fondé sur des principes plus profonds que le simple culte de la personnalité de l'ancien président. Il s'agit d'une tendance qui repose moins sur le ressentiment que sur la conviction profonde que la mondialisation et les marchés déréglementés ont laissé de nombreux Américains sur le carreau. Si vous pensez que le populisme va durer une génération, alors il durera plus longtemps qu'un seul dirigeant. Trouvez le moyen de travailler à bonne distance avec les populistes qui ne se focalisent pas que sur le ressentiment. Trouvons comment être en désaccord avec eux sans les haïr - les haïr, après tout, leur donne plus de pouvoir.

Trouvons comment être en désaccord avec eux sans les haïr - les haïr, après tout, leur donne plus de pouvoir.

Trouvons comment être en désaccord avec eux sans les haïr - les haïr, après tout, leur donne plus de pouvoir.

Beaucoup de choses ont mal tourné depuis l'élection de Trump. Alors que des dirigeants qui s'étaient autrefois alignés sur lui (comme l'ancien vice-président Mike Pence) se sont finalement mobilisés pour assurer une transition pacifique du pouvoir, les émeutes du 6 janvier ont été une tache noire sur la crédibilité américaine. Malgré cela, nous restons optimistes. Car le populiste sera toujours le meilleur cynique. À long terme, la seule façon de surmonter l'attrait du populisme est de reconstruire plutôt que de démolir. Tant que les populistes et leur base seront là, il faudra parfois travailler avec eux et mieux les comprendre plutôt que de nous focaliser sur ce que nous détestons chez eux.

Les Américains, selon leur positionnement politique, voient l'élection de Trump soit comme un désastre, qui a vu Trump franchir le Rubicon (ou le Potomac, le fleuve qui traverse la capitale américaine) et dégrader à jamais la République américaine, soit comme une source d'inspiration qui nous amènent à reconstruire notre culture politique. Ce qui compte, c'est que nous choisissons de reconstruire, quelle qu'en soit la raison.

Nous sommes optimistes quant à la capacité de l'Amérique à conserver sa République, et nous trouvons exagérées les affirmations selon lesquelles le pays est sur la voie de l'autoritarisme. Nous sommes optimistes quant à notre capacité à mobiliser un électorat qui acceptera de nouveau de voter pour de meilleurs dirigeants, un électorat qui ne se contente pas de revendiquer des valeurs fortes, mais qui a la confiance et la discipline nécessaires pour les respecter. Alors que nos alliés se moquent souvent de l'optimisme juvénile des Américains, nos pères fondateurs étaient en fait très pragmatiques : ils ont créé un système qui comprenait que nous devions viser à atteindre nos idéaux, mais que nous n'y parviendrions pas toujours. Le système ne fonctionne que si les institutions qui servent de garde-fous ont l'intégrité nécessaire pour résister à un accident – même grave. Même si cela risque de prendre un certain temps, le travail le plus important que les leaders de la société civile américaine – ou française - doivent entreprendre est de reconstruire les institutions qui protègent, et qui ont un impact tangible sur la vie des gens. Adopter une vision de long terme signifie en partie s'engager dans la politique de manière responsable et intègre, mais aussi parfois garder la politique à bonne distance.

Même si cela risque de prendre un certain temps, le travail le plus important que les leaders de la société civile américaine – ou française - doivent entreprendre est de reconstruire les institutions qui protègent, et qui ont un impact tangible sur la vie des gens.

À long terme, la seule façon de surmonter l'attrait du populisme est de reconstruire plutôt que de démolir.

La leçon brésilienne

Pablo Ortellado

professeur de Sciences Politique à l'Université de São Paulo
et éditorialiste au journal O Globo.

Dans certains cercles politiques, on entend parfois que les institutions démocratiques brésiennes ont réussi à contenir très efficacement la menace antidémocratique posée par le gouvernement Bolsonaro. Les politiques les plus dangereuses du gouvernement Bolsonaro ont en effet été bloquées par le Congrès ou la Cour suprême. De fait, aux lendemains de la tentative du coup d'État du 7 janvier 2023 et de l'assaut du Congrès à Brasilia, Bolsonaro a été déclaré inéligible et ses partisans les plus radicaux ont été jugés et condamnés à de longues peines de prison. Dans cette interprétation, le Brésil serait un modèle de résistance démocratique à un gouvernement qui a mis en péril les droits de l'homme et fait preuve de prétentions autocratiques - un exemple dont la France pourrait s'inspirer en cas de victoire du Rassemblement National aux prochaines législatives. Mais notre expérience brésilienne est-elle vraiment un modèle ?

Le jour d'après au Brésil

L'élection de Donald Trump en 2016 a montré qu'un candidat aux positions répugnantes, sans liens évidents avec *l'establishment* politique, s'appuyant uniquement sur un mouvement populaire vigoureux et une campagne numérique ingénieuse, pouvait parvenir à la présidence. Mais malgré le précédent américain, peu d'analystes avaient estimé que Jair Bolsonaro pouvait accéder à la présidence au Brésil avant son accession au pouvoir en 2018.

Il existait une sorte de consensus dans la politique brésilienne : pour être élu, un candidat avait besoin de trois choses - de fonds de campagne, du temps d'antenne à la radio et à la télévision, et des alliances dans les États brésiliens, une spécificité de notre système fédéral. Au Brésil, les fonds de campagne sont publics et distribués en fonction du nombre de représentants au Congrès. Le temps d'antenne dans les médias est également réparti en fonction du

nombre de représentants au Congrès. Bolsonaro, qui avait rejoint un tout petit parti, n'avait pas d'argent, pas de temps d'antenne et pas d'alliés locaux. Pourtant, il a été élu, bouleversant les règles jusqu'alors en vigueur.

Le 29 octobre 2018, nous nous sommes réveillés avec une gueule de bois morale qui a mis du temps à se dissiper. Nous ne comprenions pas ce qui avait conduit nos compatriotes à voter pour un candidat qui défendait l'héritage de la dictature militaire, méprisait les droits de l'homme et semblait être le plus abject des Brésiliens. Nous ne savions pas non plus ce qu'il faudrait faire pour contenir le potentiel destructeur de quatre années de gouvernement d'extrême droite.

Le 29 octobre 2018, nous nous sommes réveillés avec une gueule de bois morale qui a mis du temps à se dissiper.

Contenir Bolsonaro

Au fur et à mesure que le gouvernement Bolsonaro réalisait ce qu'il avait prévu de faire au pouvoir, les institutions ont commencé à se positionner. Les organes de presse traditionnels ont d'abord pris une posture critique, puis une position franchement hostile au gouvernement, entrant ainsi en résistance. Au cours des deux premières années du gouvernement, la Chambre des députés a adopté une position indépendante, ne s'opposant pas au nouveau gouvernement, mais se limitant à discuter des politiques économiques, refusant de mettre à l'ordre du jour des projets de loi qui légiferaient sur des questions morales telles que la réglementation sur la drogue, les droits des femmes, les droits des personnes LGBTQ+ et la possession d'armes à feu.

Lorsqu'un nouveau président de la Chambre des députés a abandonné cette politique d'indépendance, c'est à la Cour suprême qu'il est revenu de contrôler le gouvernement, en annulant diverses décisions politiques qu'elle considérait comme inconstitutionnelles. Lorsque Bolsonaro a adopté des politiques permissives concernant la déforestation des forêts brésiliennes, la Cour suprême les a jugées contraires à la Constitution.

Lorsqu'il a flirté avec des positions anti-vaccin pendant la pandémie du COVID, la Cour suprême a accordé l'autonomie aux gouvernements des États fédéraux pour mettre en œuvre leurs propres politiques sanitaires, limitant ainsi l'impact des décisions du gouvernement fédéral. À la fin de son mandat, quand Bolsonaro a commencé à mobiliser ses partisans les plus radicaux en vue d'un coup d'État, le Congrès a adopté une nouvelle loi défendant l'État de droit

Lorsqu'un nouveau président de la Chambre des députés a abandonné cette politique d'indépendance, c'est à la Cour suprême qu'il est revenu de contrôler le gouvernement, en annulant diverses décisions politiques qu'elle considérait comme inconstitutionnelles.

démocratique et la Cour suprême a étendu ses propres pouvoirs, en mettant en place des enquêtes sur les mobilisations de Bolsonaro dans les rues et sur les réseaux sociaux.

Condamner Bolsonaro

Lors des élections de 2022, Bolsonaro a été battu d'une courte tête à l'issue d'une campagne électorale tendue. Au cours de la campagne, le tribunal électoral a agi de manière agressive, suspendant les messages et les comptes de réseaux sociaux des partisans de Bolsonaro qui cherchaient à discréditer le système électoral en répandant sans aucun fondement le soupçon de fraude dans les urnes. Bolsonaro a convoqué les ambassadeurs étrangers pour leur présenter la thèse de la fraude dans les urnes – une réunion au cœur de la condamnation de Bolsonaro par le tribunal électoral en juin 2023 : il a été interdit de se présenter à des fonctions publiques pendant huit ans, ce qui inclut les deux prochaines élections présidentielles.

Peu après l'annonce des résultats des élections de 2022, remportées par Lula, un mouvement de protestation radicale est descendu dans la rue. Les partisans de Bolsonaro ont campé devant les casernes du pays, appelant l'armée à prendre le pouvoir. Les chauffeurs de camion Bolsonaristes ont bloqué les routes, tentant d'arrêter la circulation des marchandises. Des groupes plus radicaux ont bloqué la sortie des raffineries de pétrole et abattu des pylônes de transmission électrique. En janvier 2023, peu après l'investiture du président Lula, les partisans de Bolsonaro ont pris d'assaut le siège des trois branches du gouvernement à Brasilia, tentant en vain d'inciter le président Lula à faire appel à l'armée pour contenir les troubles. Les partisans de Bolsonaro espéraient que l'armée, appelée à pacifier le pays, trahirait le nouveau gouvernement et soutiendrait un coup d'État qui rétablirait Bolsonaro dans ses fonctions.

Les partisans de Bolsonaro espéraient que l'armée, appelée à pacifier le pays, trahirait le nouveau gouvernement et soutiendrait un coup d'État qui rétablirait Bolsonaro dans ses fonctions.

La Cour suprême, le Tribunal électoral, le Congrès, la bureaucratie de l'État et la presse ont tous joué leur rôle. En apparence, la démocratie a gagné.

Mais a-t-elle vraiment gagné ?

Le plan n'a pas fonctionné. Lula n'a pas fait appel à l'armée et les principaux chefs militaires sont restés fidèles au gouvernement élu. Plus de 1 400 émeutiers ont été arrêtés. La police fédérale a identifié les financeurs et les organisateurs du coup d'État, et les a traduits en justice. Des centaines de Bolsonaristes ont été jugés et

condamnés pour crimes contre la démocratie. Bolsonaro ne peut plus se présenter aux prochaines élections. La Cour suprême, le Tribunal électoral, le Congrès, la bureaucratie de l'État et la presse ont tous joué leur rôle. En apparence, la démocratie a gagné.

Mais a-t-elle vraiment gagné ?

Excès et perte de légitimité

Le gouvernement Bolsonaro a redéfini les institutions brésiliennes. La presse brésilienne, traditionnellement favorable au marché et donc hostile aux politiques de gauche, s'est complètement réorientée. Les trois principaux quotidiens brésiliens ont tous adopté des positions anti-Bolsonaro, dans un geste perçu comme une défense de la démocratie. Cet anti-bolsonarisme ne s'est pas traduit par une position pro-gauche, mais il a créé un déséquilibre. Alors que la gauche continue d'être bien représentée dans les journaux et à la télévision, le bolsonarisme, un phénomène social qui touche la moitié de la population brésilienne, n'est pratiquement pas présent dans les médias traditionnels. La presse traditionnelle, qui adopte le modèle de l'équilibre et de l'impartialité, accorde très peu d'espace à la deuxième force politique du pays parce qu'elle ne la considère pas comme démocratique.

Les partisans de Bolsonaro ont adopté un discours de plus en plus anti-médias, défendant les médias alternatifs de droite et les informations qu'ils reçoivent via les médias sociaux et les applications de messagerie. Par réflexe, la gauche, qui a toujours entretenu des relations tendues avec la presse traditionnelle, a commencé à l'adopter à son tour. Des sondages récents montrent que les électeurs de Lula sont désormais informés par la presse traditionnelle, tandis que les électeurs de Bolsonaro sont davantage informés par les médias alternatifs, les réseaux sociaux et les applications de messagerie.

Il en a été de même pour le pouvoir judiciaire. Les actions du tribunal électoral et de la Cour suprême contre les mouvements antidémocratiques se sont appuyées sur des solutions institutionnelles hétérodoxes qui ont élargi leurs pouvoirs. Afin de contenir la campagne pernicieuse visant à discréditer le vote électronique, le Tribunal électoral s'est octroyé le pouvoir de suspendre sommairement des messages sur les médias sociaux, des comptes d'influenceurs et des groupes WhatsApp et Telegram. Ces actions ont été massives, secrètes et ont dépassé la période électorale. Personne ne sait à ce jour combien de publications, de comptes de médias sociaux et de groupes d'applications de messagerie ont été sommairement suspendus.

Bolsonaro avait nommé un procureur général qui n'a pas agi contre les mouvements antidémocratiques. Pour échapper à l'inaction du procureur général, la Cour suprême s'est octroyé le pouvoir d'enquêter et de juger les mouvements antidémocratiques, dans une manœuvre institutionnelle considérée comme illégale par de

nombreux juristes. Dans des arrêts et des interviews, certains juges ont eu recours à la théorie de la démocratie militante, développée par le juriste allemand Karl Loewenstein, qui considérait que dans les années 1930, les institutions libérales allemandes avaient fait preuve d'indulgence à l'égard de la montée du nazisme.

La Cour suprême a donc mené les enquêtes et a ensuite rendu son jugement sur les militants de Bolsonaro accusés de crimes contre la démocratie. Des enquêtes menées par différents instituts ont montré qu'à l'instar de la presse, le pouvoir judiciaire bénéficie d'un soutien inégal au sein de la population brésilienne. Alors que 83 % des partisans du Parti des travailleurs du président Lula font confiance à la Cour suprême, c'est le cas de seulement 14 % des partisans du Parti libéral de Bolsonaro.

Bolsonaro avait nommé un procureur général qui n'a pas agi contre les mouvements antidémocratiques. Pour échapper à l'inaction du procureur général, la Cour suprême s'est octroyé le pouvoir d'enquêter et de juger les mouvements antidémocratiques.

Corriger la trajectoire

Jusqu'à présent, la réaction des institutions brésiennes aux mouvements antidémocratiques a été efficace. Mais pour combien de temps encore ? La presse peut-elle remplir son rôle d'information et de médiation du débat politique lorsqu'elle ne représente pas correctement l'un des deux principaux camps politiques ? Et pouvons-nous avoir un système judiciaire qui défende efficacement la démocratie, alors que la moitié du pays considère qu'il persécute Bolsonaro ? Cette situation ne peut pas durer dans le temps. Le jour viendra où cette perte de légitimité des institutions parmi les partisans de Bolsonaro fera sentir ses effets. Et ce jour est sans doute plus proche qu'on ne le croit.

Bolsonaro et les mouvements similaires dans le monde sont des forces politiques très difficiles à gérer dans un contexte démocratique. Au départ, ils se présentent comme des forces populistes qui ne jouent le jeu de la démocratie libérale qu'en remettant en cause certaines dispositions constitutionnelles relatives à la protection

Jusqu'à présent, la réaction des institutions brésiennes aux mouvements antidémocratiques a été efficace. Mais pour combien de temps encore ?

des minorités et à la répartition et à l'équilibre des pouvoirs. Leur discours porte sur l'approfondissement de la démocratie : une démocratie des majorités et le recouvrement de la souveraineté populaire. Cependant, ces forces politiques - ou certains pans de ces forces politiques - aspirent également à briser les limites de la démocratie libérale.

L'expérience brésilienne consistant à contenir Bolsonaro a peut-être été plus efficace que l'expérience américaine consistant à contenir le Trumpisme. Notre avenir, cependant, n'est pas prometteur. Nos institutions doivent trouver un terrain d'entente où elles contiennent les expressions antidémocratiques de manière sobre, technique et équilibrée, en veillant à ne pas être perçues comme des institutions activistes qui combattent une force politique ennemie. En d'autres termes, les institutions brésiennes doivent combattre les excès antidémocratiques du bolsonarisme, sans pour autant combattre le bolsonarisme lui-même qui, en raison de sa base sociale, doit être une force démocratique légitime. Je suis conscient que trouver ce juste milieu est facile à dire mais difficile à faire. Mais c'est notre mission et la leçon que nous pouvons tirer de l'expérience brésilienne.

Cependant, ces forces politiques - ou certains pans de ces forces politiques - aspirent également à briser les limites de la démocratie libérale.

Les institutions brésiennes doivent combattre les excès antidémocratiques du bolsonarisme, sans pour autant combattre le bolsonarisme lui-même qui, en raison de sa base sociale, doit être une force démocratique légitime.

Comment le Royaume Uni a su retisser des liens après la déchirure du Brexit

Sir David Lidington

ancien Président de la Chambre des Communes du Royaume-Uni,
ancien Ministre de la Justice et ancien Ministre pour l'Europe.

Luke Tryl

Directeur Exécutif de More in Common UK.

Le référendum de 2016 sur le « Brexit » a été un événement sismique, dont la seule comparaison valable dans l'histoire britannique récente est le référendum d'indépendance de l'Écosse en 2014. Les loyautés politiques et partisans traditionnelles se sont fracturées et l'ordre constitutionnel même du Royaume-Uni - la relation entre le gouvernement, le Parlement et les tribunaux - a été mis à rude épreuve.

L'onde de choc est allée bien au-delà de la politique. La division entre les deux camps, « Leave » et « Remain », a brisé des amitiés de longue date et divisé des familles, laissant de nombreux jeunes électeurs, qui ont massivement soutenu le « Remain », à peine en mesure de parler avec leurs parents ou grands-parents qui, de leur côté, soutenaient plutôt le camp du « Leave ».

L'onde de choc est allée bien au-delà de la politique. La division entre les deux camps, « Leave » et « Remain », a brisé des amitiés de longue date et divisé des familles, laissant de nombreux jeunes électeurs, qui ont massivement soutenu le « Remain », à peine en mesure de parler avec leurs parents ou grands-parents qui, de leur côté, soutenaient plutôt le camp du « Leave ».

Le Brexit a à la fois créé et révélé des divisions au sein de la société britannique qui allaient bien au-delà de la question de l'appartenance à l'Union européenne. Pour certains, le Brexit a été l'occasion de bouleverser un système politique qui les avait déçus ; pour d'autres, il a été le marqueur d'un pays replié sur lui-même, archaïque et intolérant.

Les effets du Brexit n'ont pas seulement porté sur les frontières extérieures du Royaume-Uni. Deux nations du Royaume-Uni ont voté pour la sortie de l'Union Européenne, et deux pour le maintien. Le vote en faveur du maintien de l'Écosse a menacé de raviver les débats sur l'indépendance, tandis que la menace potentielle la plus extrême concernait la paix en Irlande du Nord, la question de la frontière avec la République d'Irlande étant peut-être la plus difficile à résoudre dans le cadre du processus de sortie.

Si l'on se souvient du matin du 24 juin 2016, lorsque le résultat victorieux du « Leave » a été annoncé dans la stupeur générale, ou même de 2019, alors que des millions de personnes défilaient pour et contre le Brexit et que le Parlement était bloqué dans une terrible impasse, la Grande-Bretagne semblait prête à s'enliser dans un cycle destructeur et polarisant de deux blocs fermement opposés l'un à l'autre.

Pourtant, en 2024, le Brexit n'est plus qu'un élément parmi d'autres de la campagne électorale actuelle, relégué en queue de liste des préoccupations des électeurs. Au cours des deux dernières années, les sondages ont régulièrement montré qu'environ 60 % des électeurs, avec le recul, pensaient aujourd'hui que le Brexit avait été une erreur ou qu'il avait nui au pays. Les initiatives du Premier ministre Rishi Sunak visant à régler les accords commerciaux pour l'Irlande du Nord, par le biais du cadre de Windsor, et son approche pragmatique du droit de l'UE conservé, ont été largement soutenues.

Cependant, alors qu'il existe un souhait largement répandu, que nous partageons tous les deux, de voir des améliorations dans les relations actuelles entre le Royaume-Uni et l'UE, il n'y a pas de campagne de masse pour remettre à l'ordre du jour la question de l'adhésion. Le parti travailliste est très prudent dans ses commentaires sur l'Europe ; il se concentre davantage sur ce qu'il exclurait - l'adhésion au marché unique et à l'union douanière - que sur les changements qu'il souhaite.

Tout cela reflète en grande partie le fait que l'amertume des divisions sur le Brexit - sociales et familiales aussi bien que politiques - ainsi que le fait que la politique et le gouvernement britanniques ont été accaparés par cette question plutôt que par les préoccupations quotidiennes des électeurs en matière d'opportunités économiques et de services publics - constituent un

puissant facteur de dissuasion pour revenir (cette fois-ci en sens inverse) sur l'agonie des huit dernières années.

Ce qui semblait devoir devenir un clivage permanent de notre champ politique a lentement commencé à s'estomper. Un sondage réalisé par More in Common peu après la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE révélait que la moitié des citoyens déclaraient que leur vote lors du référendum sur le Brexit n'était pas seulement important politiquement, mais qu'il définissait aussi leur identité personnelle. L'année dernière, ce chiffre est tombé à un tiers - un exemple frappant de dépoliarisation, dans un laps de temps relativement court.

Comment le Royaume-Uni a-t-il pu aller de l'avant ? Et quels enseignements peuvent être tirés pour d'autres pays comme la France, confrontés à des moments de bouleversements et de divisions électorales ?

Comment le Royaume-Uni a-t-il pu aller de l'avant ? Et quels enseignements peuvent être tirés pour d'autres pays comme la France, confrontés à des moments de bouleversements et de divisions électorales ?

Il ne fait aucun doute que la première étape - qui a été franchie dès le matin du 24 juin 2016 - a été que les hommes politiques, toutes tendances confondues, ont clairement indiqué que le résultat du référendum et la décision de quitter l'Union Européenne seraient respectés. Nous avons tous deux fait campagne et voté pour rester dans l'Union Européenne, et nous avons été affectés par le résultat. Mais notre camp a perdu, et tenter de dire aux électeurs qu'ils ont tort ou qu'ils se sont trompés est une recette infallible pour provoquer des réactions négatives ou enracciner la division. Voilà une leçon importante qui pourrait s'appliquer à la France.

Mais notre camp a perdu, et tenter de dire aux électeurs qu'ils ont tort ou qu'ils se sont trompés est une recette infallible pour provoquer des réactions négatives ou enracciner la division. Voilà une leçon importante qui pourrait s'appliquer à la France.

Toute tentative d'annulation du résultat du référendum aurait profondément entamé la confiance déjà fragile du public dans notre système démocratique et provoqué une révolte populiste qui aurait probablement conduit à une décision de sortie de toute façon, mais d'une manière beaucoup plus destructrice que ce qui s'est produit en réalité. Même un grand nombre de ceux qui ont voté pour le maintien se sont sentis mal à l'aise à l'idée de ne pas donner suite au résultat du référendum. La victoire écrasante de Boris Johnson

en 2019 doit d'ailleurs être comprise comme un désir de la part du peuple britannique de « passer à l'action » et d'approuver son approche particulière du Brexit - la société n'avait tout simplement pas envie de prolonger la douleur et l'amertume en essayant d'inverser le résultat.

La deuxième étape a consisté à reconnaître la nécessité de ménager le perdant. Le référendum s'est soldé par un vote en faveur de la sortie, mais seulement de justesse, par une marge de 52 % contre 48 %, avec des résultats différents selon les régions du Royaume-Uni. Combler le fossé du Brexit signifiait parvenir à un accord avec lequel au moins une partie, si ce n'est la totalité, des partisans du maintien pourraient vivre.

La deuxième étape a consisté à reconnaître la nécessité de ménager le perdant.

Certains discours du gouvernement n'ont pas trouvé le ton juste à cet égard. La vérité est que ceux qui ont vu dans le référendum un mandat pour rompre les relations avec le continent, quel qu'en soit le prix, étaient tout autant en décalage avec l'opinion publique que ceux qui continuaient à penser que le résultat du référendum devait être annulé.

Dans le même ordre d'idées, il était important de reconnaître, une fois que nous étions sortis de l'UE, que les voix les plus fortes ne reflétaient pas l'opinion publique dans son ensemble. Les « *leavers* » qui voient un complot derrière chaque difficulté créée par le Brexit, qui refusent de se satisfaire de la sortie du Royaume-Uni et veulent que tous les autres États le fassent aussi, ou les « *ultra-Remainers* » qui réagissent non pas avec sympathie mais avec une satisfaction jubilatoire aux difficultés des petites entreprises ou aux pressions exercées sur l'Union, ne sont pas représentatifs de la population dans son ensemble, aussi bruyants qu'ils puissent être.

Particulièrement importante a été la reconnaissance du fait que quitter l'UE ne signifiait pas rompre nos relations avec le reste de l'Europe démocratique, notamment parce qu'il reste des questions en suspens à résoudre, comme la recherche d'un meilleur règlement en Irlande du Nord par le biais du cadre de Windsor. Il en va de même pour la prochaine révision de l'accord de commerce et de coopération. L'invasion de l'Ukraine par la Russie, les doutes quant à l'engagement à long terme des États-Unis en faveur de la sécurité européenne et l'ambition de la Chine de dominer les chaînes d'approvisionnement mondiales dans le domaine des nouvelles technologies de ce siècle ont rappelé à toutes les démocraties européennes, y compris le Royaume-Uni, l'importance et la continuité de nos intérêts communs.

Troisièmement, il a été reconnu, de part et d'autre, que le Brexit concernait quelque chose de plus profond que l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'Union Européenne. Cet événement a obligé la classe dirigeante, les médias et la société civile britanniques à réfléchir à l'état du contrat social dans notre pays. De nombreuses personnes ont voté pour le Brexit pour des raisons autres que l'Europe ou même l'immigration - parce qu'elles avaient le sentiment que le système ne fonctionnait tout simplement pas pour elles.

Cet événement a obligé la classe dirigeante, les médias et la société civile britanniques à réfléchir à l'état du contrat social dans notre pays.

Le gouvernement de Theresa May a tenté de remédier à ce sentiment d'inégalité en mettant l'accent sur les « *Just About Managing* » (ceux qui travaillent dur et font leur part, mais qui, à la fin du mois, n'ont plus rien pour eux et sont souvent à deux doigts de la précarité). Bien que le processus de sortie lui-même et le temps consacré par le gouvernement et le Parlement au Brexit aient considérablement réduit les résultats espérés, Theresa May a commencé sans attendre à répondre aux préoccupations de ceux qui n'étaient pas satisfaits du statu quo.

Le relais a été pris par Boris Johnson et son programme de « nivellement par le haut » - l'idée que davantage d'investissements, d'attention et d'opportunités devraient être redistribués de Londres et du sud du pays vers le nord et les Midlands de l'Angleterre, et en particulier vers les anciennes zones industrielles. Ce programme politique était populaire, non seulement parmi ceux qui ont voté pour la sortie, mais aussi parmi les citoyens qui ont voté pour le maintien et qui étaient tout aussi susceptibles de reconnaître l'iniquité du statu quo. La pandémie et les bouleversements qui ont suivi sous les administrations Johnson et Truss ont fait que la réalité du nivellement par le haut n'a, une fois encore, pas été à la hauteur des promesses. Mais les gens ont remarqué des améliorations dans leur région, comme de meilleures rues, des investissements dans les transports ou des possibilités d'apprentissage et de formation. Le défi que devra relever le prochain gouvernement consistera à poursuivre et à concrétiser ce programme.

Le Royaume-Uni n'a pas parfaitement géré son « jour d'après » à la suite du Brexit. Une partie des troubles et des divisions qui ont suivi auraient pu être évités si les deux parties avaient été plus disposées à surmonter leur triomphalisme ou leur chagrin initial afin de trouver un compromis.

Le Royaume-Uni n'a pas parfaitement géré son « jour d'après » à la suite du Brexit. Une partie des troubles et des divisions qui ont suivi auraient pu être évités si les deux parties avaient été plus disposées à surmonter leur triomphalisme ou leur chagrin initial afin de trouver un compromis reflétant ce que l'électorat souhaitait réellement - plutôt que la projection de ces souhaits par les politiciens.

Pourtant, aujourd'hui, au milieu d'une campagne électorale très disputée, il est frappant de constater à quel point les divisions qui, en 2016, semblaient susceptibles de provoquer une fracture permanente dans la société britannique, se sont atténuées. Autrement dit, même un événement politique sismique ne conduit pas inévitablement à une polarisation accrue. Le compromis et le pragmatisme resteront essentiels pour que le Royaume-Uni et l'Union européenne puissent rétablir la confiance et façonner un nouveau type de partenariat qui reflète nos intérêts mutuels, ainsi que pour guérir les divisions de la société britannique que le référendum de 2016 a à la fois provoquées et révélées.

Épilogue : Sept enseignements pour penser le 8 juillet 2024

Laurence de Nervaux

directrice générale de Destin Commun

Tristan Guerra

responsable de la recherche de Destin Commun, doctorant en science politique.

Alors que les Français s'apprêtent à faire leurs choix dans les urnes, l'incertitude sur l'issue du scrutin demeure immense. La projection entreprise ici s'inscrit dans le scénario souvent jugé le plus probable : celui de la formation d'un gouvernement par le Rassemblement national.

Que nous apprennent les analyses internationales d'épisodes de victoires électorales de mouvements de droite populiste ? Quelles leçons en tirer, en France, pour les jours, mois, années à venir ? Nous ne sommes ici ni dans la politique fiction, ni dans un exercice de probabilité arithmétique, mais plutôt dans une réflexion sur les relations entre le populisme et la démocratie, et les façons de préserver les conditions de notre capacité à avancer ensemble après un épisode de fracture, à partir de sept enseignements, avec toute la prudence et l'humilité qui s'imposent aujourd'hui.

1. Analogie n'est pas coïncidence : regards croisés sur les expériences populistes de droite

Bien que les expériences contemporaines de la droite populiste au pouvoir restent encore assez peu nombreuses, les comparaisons internationales entreprises dans ce rapport nous invitent d'abord à souligner les éléments communs d'un pouvoir d'extrême droite.

Premier élément, constaté dans l'ensemble des pays : l'affaiblissement par l'extrême droite de la démocratie et des libertés, en diminuant les droits fondamentaux et le poids des contre-pouvoirs. Partout une tendance assez nette à l'illibéralisme suit le

triomphe des droites radicales et vient rogner l'État de droit. En Pologne ou en Hongrie, on a observé un effet négatif sur les libertés publiques et civiles, le contrôle des pouvoirs législatif et judiciaire sur l'action du gouvernement et les droits fondamentaux, notamment ceux des minorités. La façon dont le PiS, en Pologne, s'est attaché à renforcer le contrôle politique sur le système judiciaire, remettant en cause son indépendance, illustre par ailleurs le dévoiement et la torsion des institutions. On retrouve ces éléments dans la politique autoritaire du trumpisme et les régimes autocratiques de Viktor Orbán en Hongrie et de Jair Bolsonaro au Brésil. En France, en cas de victoire aux élections législatives, l'extrême droite ne disposerait pas de tous les pouvoirs, dans la mesure où le Président de la République mais aussi le Sénat pourraient encore jouer leur rôle de pare-feu.

Second élément, une diminution du pluralisme et l'ambition de marginaliser les voix dissonantes. En Pologne et en Hongrie, les gouvernements d'extrême droite ont cherché à renforcer drastiquement leur contrôle sur les médias publics, en les réduisant à de simples organes de propagande, tandis que les médias privés ont fait l'objet de pressions avec des tentatives de rachat par des entreprises proches du gouvernement. En France, plusieurs médias aux lignes éditoriales compatibles avec la droite radicale pourraient de fait agir comme facilitateurs. La volonté du Rassemblement national de privatiser l'audiovisuel public semble également relever de cette stratégie.

Troisième élément, qui bat en brèche les idées reçues, l'expérience des droites radicales au pouvoir montre que l'accès au gouvernement n'est pas un facteur de modération, mais au contraire qu'elles se servent de ce piédestal pour diffuser leur radicalité de façon horizontale, auprès des partis avec lesquels elles gouvernent et des organisations qui gravitent autour. Elles contribuent aussi à une radicalisation d'ordre vertical, par les politiques publiques. L'extrême droite aurait même davantage de latitude en France, car elle aurait moins de comptes à rendre à l'Union européenne que des pays plus dépendants de l'environnement international.

L'expérience des droites radicales au pouvoir montre que l'accès au gouvernement n'est pas un facteur de modération.

Mais d'autres éléments diffèrent nettement d'un pays à l'autre. L'histoire et la culture démocratique, tout d'abord. A cet égard, la France n'est pas comparable au Brésil qui a connu deux décennies de dictature militaire dans la seconde moitié du XX^e siècle, ni aux démocraties post-communistes d'Europe de l'Est, ou à la démocratie italienne abîmée par les longues années Berlusconi. La résilience de la société, qui dépend notamment de la qualité des institutions et de l'enracinement des structures démocratiques, paraît déterminante. Bien qu'elles soient affaiblies, la France dispose de tout un ensemble d'institutions solides : le Conseil Constitutionnel, le Conseil d'État, les acteurs de la décentralisation comme les collectivités, ainsi qu'une société civile foisonnante et professionnalisée. Ces quelques éléments montrent les limites inhérentes à l'exercice de la comparaison : le contexte, la culture politique, les réactions des populations comme des protagonistes, sont autant de paramètres qui concourent pour aboutir à des trajectoires singulières.

2. One way ticket : le populisme, un voyage sans retour ?

Dans la plupart des pays analysés ici, les experts alertent sur une dimension cruciale du populisme de droite : les entorses qu'il infligerait à la démocratie ne seraient pas aisément réversibles. Cet avertissement vient notamment des trois pays qui ont connu une alternance à la suite de l'accession au pouvoir de dirigeants populistes : au Brésil, aux Etats-Unis et en Pologne, les électeurs ont ensuite pu choisir d'autres options, mais des séquelles demeurent. Pire encore, dans certains cas, il semble que la résistance de la démocratie à l'expérience populiste se retournait contre elle-même. Au Brésil, l'élargissement par les institutions démocratiques de leurs propres prérogatives pour contenir les mouvements de contestation pro-Bolsonaro à la suite de sa défaite en 2022 a renforcé la défiance à l'égard des institutions et creusé le fossé entre les deux camps. En Pologne, la spirale de la polarisation a entraîné dans son piège Donald Tusk, qui a sacrifié lui aussi à la caricature voire à la mauvaise foi pour discréditer ses adversaires du PiS, alimentant ainsi en retour la peur et la haine.

Les experts alertent sur une dimension cruciale du populisme de droite : les entorses qu'il infligerait à la démocratie ne seraient pas aisément réversibles.

Le populisme, dont la polarisation affective est le produit et le carburant, est contagieux. Nous l'avons constaté durant cette campagne éclair en France, alors que des dirigeants de gauche ont cédé à la tentation de l'amalgame dangereux entre l'extrême-droite et le gouvernement, et que des acteurs du gouvernement ont agité le spectre de la guerre civile et du chaos. C'est ce glissement dont il faut à tout prix nous garder, en maintenant fermement l'attachement à l'honnêteté intellectuelle, à la nuance et à la complexité.

3. Il n'y a pas de jour d'après : la détérioration de la démocratie ne fait pas toujours de bruit

Lorsqu'il s'agit de cerner l'identité du Rassemblement national, la comparaison qui revient le plus souvent est celle avec la coalition menée par Giorgia Meloni en Italie. Le RN, c'est moins Mussolini que Meloni, entend-on dans la bouche d'analystes qui disqualifient ainsi la référence trop simpliste au fascisme. Pour autant, le témoignage d'Antonio Scurati n'a rien de rassurant : il décrit une lente dégradation de l'état de droit et du pluralisme qui est d'autant plus préoccupante qu'elle est silencieuse, et donc en apparence indolore.

De fait, le tandem Le Pen – Bardella fait tout pour rassurer. On est loin de l'outrance de Trump et Bolsonaro ou de la véhémence d'Orban. De la stratégie de la cravate à l'Assemblée nationale pour leurs députés en quête de notabilité, à la rupture avec leurs anciens alliés allemands de l'AfD après leur relativisation des crimes des SS, et jusqu'à l'ostracisation récente du trop radical Éric Zemmour, la normalisation est au cœur de leur stratégie. Cela suffit-il à prolonger le parallèle avec l'Italie pour imaginer qu'ils engageraient des atteintes à la démocratie camouflées sous des apparences de respectabilité ? Une telle hypothèse demeure incertaine. Mais l'expérience italienne doit attiser notre vigilance

pour que les premiers signes d'illibéralisme soient perçus non pas seulement pour eux-mêmes, mais comme le commencement d'un processus.

4. Le choix de la réconciliation, un volontarisme démocratique ?

À la lecture des contributions des différents pays, un élément frappe : deux sur six se démarquent par leur optimisme. Est-ce un hasard qu'il s'agisse des deux pays anglo-saxons (Royaume-Uni et Etats-Unis) ? L'optimisme sur la situation des Britanniques semble nettement justifié : de fait, huit ans après le traumatisme du Brexit - épisode très différent, au demeurant, d'une accession au pouvoir de la droite radicale -, les plaies de la division semblent en grande partie pansées, et la société n'est plus foncièrement polarisée entre « leavers » et « remainers ». On ne peut sans doute pas en dire autant des Américains. S'il est permis d'interpréter cet optimisme comme un trait culturel qui distingue les Français des Anglo-Saxons, on peut aussi y voir une sorte de volontarisme démocratique.

Transcender les divisions, sortir de la spirale de la polarisation, c'est aussi un véritable travail, avec des outils et une méthodologie. C'est la mission à laquelle se dédie More in Common, dans sept pays, et Destin Commun en France, en menant un travail sur les perceptions et les représentations. On peut lire dans le papier sur les Etats-Unis la description d'une expérience qui y a été menée sur les méta-perceptions² : ce terme décrit le décalage entre les opinions projetées par un groupe sur un autre groupe, et les opinions réelles de ce second groupe. Elle révèle que la réalité est bien plus nuancée que nos perceptions sur nos adversaires politiques. Une telle approche pourrait utilement être reproduite en France, pour sortir de la guerre de tranchées électorale et faire baisser la température du débat. C'est ce à quoi s'emploiera Destin Commun au lendemain du scrutin. Ce travail est d'autant plus nécessaire que la perception de division en France est plus élevée que chez nos voisins européens, et même que chez les Américains : 75% de nos concitoyens considèrent que notre pays est divisé, et 56% estiment que nos différences sont trop importantes pour que nous puissions continuer à avancer ensemble³. Il y a dans ce travail d'objectivation des opinions un réel potentiel d'apaisement et de réconciliation, qui n'exclut pas le désaccord sain.

Transcender les divisions, sortir de la spirale de la polarisation, c'est aussi un véritable travail, avec des outils et une méthodologie.

² Voir à ce propos : <https://perceptiongap.us>

³ Enquête Destin Commun, 2023

Vaincre le populisme de droite ne peut se faire simplement en le combattant pour lui-même. Et l'autocritique est le préalable nécessaire pour bâtir une offre alternative claire, lisible, enthousiasmante et fédératrice.

5. La nécessité de l'auto-critique pour reconstruire une offre fédératrice

C'est une leçon commune à toutes les analyses présentées ici : vaincre le populisme de droite ne peut se faire simplement en le combattant pour lui-même. Et l'autocritique est le préalable nécessaire pour bâtir une offre alternative claire, lisible, enthousiasmante et fédératrice.

La démarche autocritique implique par exemple de combattre sans aucune complaisance les dérives identitaires ou anti-démocratiques qui émanent d'autres familles politiques que de la droite radicale. Aux Etats-Unis, le politiste Yascha Mounk, qui avait été parmi les premiers à alerter sur les risques pour la démocratie de l'ascension de Donald Trump et un de ses plus virulents détracteurs, a récemment entrepris une critique approfondie de ce qu'il appelle la synthèse identitaire, plus couramment désignée par le terme de wokisme⁴. Il avance que le soutien renouvelé au trumpisme est aujourd'hui largement alimenté par ces dérives de la gauche. Les manifestations de telles dérives en France n'atteignent certes pas les extrémités que l'on observe outre-Atlantique : écoles avec classes ségréguées entre enfants blancs ou de couleur, attribution des vaccins contre le Covid sur des critères ethniques et non de comorbidités... Mais les complaisances communautaristes, parfois teintées de clientélisme électoral, qui sont autant d'entailles dans les valeurs républicaines de laïcité et d'égalité, fragilisent réellement les fondements de notre démocratie.

4 Le piège de l'identité, Yascha Mounk, Editions de l'Observatoire, 2023

De quoi sommes-nous fiers en tant que Français ? Quels sont les fondamentaux que nous voulons préserver à tout prix ? Sur quoi sommes-nous prêts à envisager des évolutions ? Et surtout, comment répondre aux causes profondes du ressentiment associé au vote pour l'extrême-droite ?

L'exemple du Royaume-Uni nous enseigne comment un événement traumatique et porteur de division peut inciter différents acteurs (la classe dirigeante, les médias, la société civile) à réfléchir en profondeur à l'état du contrat social et de la démocratie dans le pays. De quoi sommes-nous fiers en tant que Français ? Quels sont les fondamentaux que nous voulons préserver à tout prix ? Sur quoi sommes-nous prêts à envisager des évolutions ? Et surtout, comment répondre aux causes profondes du ressentiment associé au vote pour l'extrême-droite ? Depuis l'annonce de la dissolution, le mouvement de remise en cause, à bas bruit mais bien réel, que l'on a pu observer chez de nombreux journalistes sur la façon de traiter le Rassemblement national et ses électeurs, semble saine à cet égard.

6. Les défenseurs de la démocratie mis à l'épreuve

Une sorte de malaise se fait ressentir dans l'épisode actuel, alors que de chaque côté, les protagonistes en présence se revendiquent haut et fort de la défense de la démocratie menacée. Sur quelle base, dès lors, pouvons-nous identifier les différences entre une défense authentique de la démocratie et son simulacre populiste ?

L'extrême-droite populiste, représentée en France par le Rassemblement national, met en tension le cœur névralgique de ce qui fait notre démocratie : la souveraineté populaire, médiée

par le système représentatif, et l'État de droit qui garantit les libertés individuelles. Elle risque de détruire cet équilibre précaire en affirmant le primat absolu de la souveraineté populaire, sans entrave ni restriction (en témoigne la promotion du recours fréquent au référendum, et plus largement de la démocratie directe sur un mode plébiscitaire), sur les autres piliers qui fondent notre système démocratique (contre-pouvoirs institutionnels, corps intermédiaires). Il faut rappeler que cette tendance n'est pas l'apanage du Rassemblement national, mais existe aussi dans la branche mélenchoniste de la gauche radicale. Mais l'extrême-droite ajouterait à cela la destruction du pacte social pluraliste par son idéologie nativiste, exemplifiée par l'annonce de la mesure prioritaire de l'abolition du droit du sol, qui s'inscrit à rebours du nationalisme civique et inclusif constitutif de la tradition républicaine française.

Les authentiques démocrates n'ont pas à choisir entre respect de l'État de droit, protection des minorités au nom du pluralisme, et prise en compte de la volonté populaire.

Les authentiques démocrates n'ont pas à choisir entre respect de l'État de droit, protection des minorités au nom du pluralisme, et prise en compte de la volonté populaire: ils s'engagent précisément à préserver chacune de ces composantes. Car celles-ci sont insécables, et ne sauraient se compenser, si bien que dans un système politique sain et fonctionnel l'une ne peut subsister sans l'autre.

7. Ethique de responsabilité : refuser le chaos et chercher la sortie de l'impasse

Quid du 7 juillet au soir, du 8, et des jours qui suivront ? Face à tous les risques évoqués ici dans la perspective de l'accession au pouvoir de l'extrême-droite populiste, on entrevoit une tentation pour certains acteurs politiques et des citoyens qui ne l'auront pas soutenue dans les urnes : faut-il entrer en résistance de manière totale et intransigeante, au risque de plonger le pays soit dans le chaos de la violence, soit dans la paralysie d'un blocage institutionnel ? Plusieurs arguments poussent, avant tout pour des raisons pragmatiques, à tendre plutôt vers une éthique de la responsabilité, conformément à la vision de l'historien Nicolas Rousselier⁵, dont la première implication est de chercher à éviter la violence.

⁵ Tribune dans La Croix, 17 juin 2024.

La violence nous abîme collectivement. Destructures et dégradations matérielles voire physiques, choc psychologique collectif, montée fulgurante de la polarisation affective... Tous ces mécanismes que nous avons vécus il y a à peine un an lors des émeutes urbaines de juin 2023 doivent être évités, d'autant que l'extrême-droite pourrait les exploiter pour légitimer l'usage de la force et d'éventuelles atteintes aux libertés démocratiques.

Le cas du Royaume-Uni est instructif : au lendemain du Brexit, le fait que toutes les forces politiques en présence, mais aussi les corps intermédiaires et les citoyens dans leur grande majorité, aient reconnu le résultat des élections sans accès de violence, a été un élément fondateur du processus de réconciliation qui a suivi le vote. Au-delà du scrutin lui-même, c'est notre capacité à considérer les électeurs du RN comme des citoyens à part entière qui est en jeu. Et la frustration liée à une stigmatisation de longue

date est grande de leur côté : “Je paye mes impôts, je suis une citoyenne comme les autres !”, nous disait l’une d’entre eux il y a quelques mois.

S’agissant enfin de la tentation d’un blocage systématique au Parlement, la paralysie qu’il entrainerait pénaliserait en premier lieu nos concitoyens et pourrait par ailleurs, à moyen terme, accréditer l’argumentaire du RN, qui avancerait en 2027 qu’il a été empêché de mettre en œuvre son projet et doit pour cela accéder à la présidence. La validation qui vaudrait adhésion à leur programme étant tout aussi problématique, le défi reste entier pour les prochains parlementaires.

À très court terme, les acteurs politiques, les dirigeants économiques, associatifs, syndicaux, religieux, mais aussi les médias ont une lourde responsabilité pour mener le pays sur cette ligne de crête de la résistance déterminée, tout en évitant les deux écueils du chaos ou de la paralysie. À moyen terme, ils pourront jouer un rôle déterminant dans le travail d’autocritique nécessaire à la reconstruction d’une vision et d’une offre nouvelle. Chaque citoyen, enfin, peut et doit aussi prendre sa part de responsabilité en restant maître de ses actes et de ses paroles dans ce moment de grand péril pour notre pays.



**Destin
Commun**

More in Common France

marion@destincommun.fr
www.destincommun.fr